

VILLE D'OSTENDE

RÈGLEMENT

SUR LES

BATISSES

approuvé par le Conseil Communal d'Ostende
en séance du 14 juillet 1908 et publié conformément à l'article 102
de la loi communale le 7 octobre 1908.

(TEXTE FRAN



STAD OOSTENDE

REGLEMENT

OP DE

Bouwwerken

vastgesteld door den Gemeenteraad in zitting van
14 Juli 1908, en afgekondigd overeenkomstig artikel 102 der
Gemeentewet den 7 October 1908.

(VERTALING)

OOSTENDE

Grootte Handelsdrukkerij A. VAN GRAEFSCHPEZ, Cirkelstraat, 21.

VILLE D'OSTENDE



RÈGLEMENT

SUR LES

BATISSES

Approuvé par le Conseil Communal* d'Ostende
en séance du 14 juillet 1908, et publié conformément
à l'article 102 de la loi communale le 7 octobre 1908.

(TEXTE FRANÇAIS ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL)

OSTENDE

Grande Impr. Comm. A. VAN GRAEFSCHIFFE, Rue du Cercle, 21.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Revu le Règlement de police sur les bâtisses, arrêté par le Conseil Communal en séance du 1^{er} décembre 1896 ;

Vu l'art. 78 de la loi communale, ainsi que la loi du 1^{er} février 1844 ;

Arrête :

CHAPITRE I. — Voies publiques.

ART. 1. Il ne peut être établi, élargi, rétréci, ni supprimé aucune place, rue, ruelle, passage ou impasse, qu'en vertu d'une décision du conseil communal, soumise à l'avis de la députation permanente du conseil provincial et approuvée par le Roi. (1)

Places, rues,
ruelles,
passages

ART. 2. L'ouverture d'une voie de communication ne sera désormais autorisée qu'après qu'il aura été reconnu, par une enquête, que, suivant les plans présentés, elle offre toutes les garanties nécessaires au point de vue de la salubrité et de la sûreté publiques.

Enquête

La largeur entre les constructions ne pourra en aucun cas être inférieure à douze mètres.

Largeur
minimum
des rues.

Les impasses doivent avoir au minimum huit mètres de largeur ; leur longueur ne peut excéder cinquante mètres.

CHAPITRE II. — Alignement.

ART. 3. Les plans généraux d'alignement de la ville sont arrêtés par le conseil communal et soumis à l'avis de la députation permanente du conseil provincial et à l'approbation du Roi (2). Le collège des bourgmestre et échevins est chargé de l'exécution de ces plans. (3)

Plans
d'alignement

(1) Art. 1 de la Loi du 1^{er} février 1844.

Les rues, ruelles, passages et impasses établis à travers les propriétés particulières et aboutissant à la voie publique dans les villes sont considérés comme faisant partie de la voirie urbaine. (Voir aussi l'art. 76, § 7 de la loi communale.)

(2) Art. 76, § 7 de la loi communale.

(3) Art. 90, § 7 de la loi communale.

Quartier et
petite voirie.

Dans les parties de la grande et de la petite voirie, dont l'alignement n'est pas réglé par des plans généraux, les alignements sont arrêtés par le collège des bourgmestre et échevins.

En ce qui concerne la grande voirie, les alignements donnés par le collège et nécessitant l'incorporation ou la cession de parcelles de terrain, sont soumis à l'approbation de la députation permanente du conseil provincial.

Les personnes qui se croient lésées par les décisions de l'autorité communale, ont leur recours auprès de l'autorité supérieure et des tribunaux, s'il y a lieu. (1)

Alignement
et niveau.

ART. 4. On ne peut commencer aucun travail de construction ou de reconstruction d'une façade, d'un mur ou d'une clôture, longeant la voie publique, avant que l'alignement et le niveau de la construction ou du trottoir n'aient été tracés sur le terrain par l'ingénieur de la ville ou son délégué.

Dès que les renseignements concernant l'alignement et le niveau sont donnés sur place, l'impétrant doit réclamer dans les bureaux de l'administration, le bulletin portant par écrit ces renseignements. Ils signent le reçu y annexé.

L'impétrant doit, aussitôt après le placement de la plinthe, en réclamer la vérification et la déclaration écrite constatant que les indications qui lui avaient été données ont été ponctuellement suivies.

Il est soumis à la même obligation aussitôt après le placement des seuils, en cas d'indication d'un niveau provisoire, ou aussitôt après la construction du trottoir.

CHAPITRE III. — Autorisations.

Travaux
autorisation
une
autorisation.

ART. 5. On ne peut, sans l'autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Échevins :

a. Construire, reconstruire, changer, réparer ni démolir aucun bâtiment, aucun mur, aucune clôture le long de la voie publique; construire ni reconstruire aucun bâtiment ou annexe, aucun mur, transformer aucun bâtiment en habitation sur un terrain quelconque clôturé ou non clôturé;

(1) Art. 90. 7^e de la loi communale.

b. Effectuer aucune construction ou reconstruction sur des terrains destinés, d'après des plans d'alignement dûment approuvés, à être compris dans la voie publique, ni faire aux bâtiments élevés sur ces terrains aucuns changements ou y exécuter aucuns travaux, autres que des travaux de conservation et d'entretien, à quelque distance que ce soit des limites de la voie publique; (1)

c. Etablir aucun appareil quelconque sur ou contre les bâtiments et murs longeant la voie publique;

d. Creuser aucun puits ni exécuter aucun travail de déblai;

e. Creuser, réparer ni supprimer aucune fosse d'aisance;

f. Construire, reconstruire, changer, réparer ou supprimer aucun trottoir;

g. Faire une emprise sous le trottoir et créer des ouvertures de caves;

h. Construire à travers la voie publique aucun égout ou embranchement d'égout, ni ouvrir aucune tranchée généralement quelconque, déverser dans les égouts publics des eaux pouvant exercer une action corrosive ou y raccorder des décharges de vapeur.

i) Approprier un local quelconque à l'usage d'atelier, de lieu de réunion (salle de spectacle, de concert, etc.). Pareille autorisation est exigée pour l'appropriation d'un local destiné à servir d'écurie ou pour l'établissement de Water-Closets.

Requête

ART. 6. Quiconque désirera obtenir une des autorisations spécifiées dans l'art. 5, devra adresser, avant de se mettre à l'œuvre, une requête sur papier libre au Collège des Bourgmestre et Échevins. L'autorisation de créer des fossés fixes ne sera accordée en aucun cas pour les immeubles pouvant être raccordés au nouveau réseau d'égouts.

Demande et
plans à
présenter.

ART. 7. Avant d'entamer aucun des travaux dont il est question à l'article 5, le propriétaire doit adresser au Collège une requête sur papier libre signée par lui et conforme au modèle annexé au présent règlement; cette demande doit

(1) Art. 4 de la loi du 1^{er} février 1844 sur la Police de la voirie.

indiquer par un plan à échelle réduite la situation de la propriété, les travaux à effectuer et les matériaux à employer. Elle doit être accompagnée :

A). *S'il s'agit de la construction de maisons* : d'un plan terrier de la propriété avec indication de la surface réservée à la cour ; des plans de distribution de rez-de-chaussée et des dépendances, d'une coupe longitudinale des constructions sur toute la profondeur ; du plan de la façade sur tout son développement avec les soubassements, les cordons, les corniches des bâtiments et clôtures s'il en existe, joignant la construction projetée.

Lorsqu'il s'agit de l'érection simultanée de plusieurs bâtiments, les plans doivent être fournis séparément pour chacune des maisons, à moins que les constructions ne doivent former un groupe de maisons identiques. Dans ce cas, la demande et le plan indiquent le nombre de maisons à édifier.

Les épaisseurs des murs, les saillies des balcons, les ouvertures des portes, fenêtres et vitrines, les dimensions des poutrelles en fer, des colonnes et des consoles, les cordons et les corniches, ainsi que la disposition des égouts, water-closets, etc., doivent être indiqués.

B). *S'il s'agit de construction de murs de clôture* : d'un plan de la face sur toute la longueur, et d'une coupe avec indication du niveau du terrain et de celui de la rue.

Si le mur de clôture est régulier sur toute son étendue, on peut n'en faire figurer qu'une partie sur le plan, pourvu que celui-ci permette de bien juger de l'ensemble du travail.

C). *S'il s'agit de construire, reconstruire, modifier ou réparer un bâtiment, une vitrine, un mur ou toute autre clôture* : d'un plan coté en élévation et en coupe de la façade, de la vitrine ou de la construction servant de clôture.

Ces plans seront cotés et signés par le propriétaire du terrain. Ils seront dressés en double expédition à l'échelle de 2 centimètres par mètre. L'un des deux exemplaires doit être dessiné sur papier fort ou sur toile anglaise et toute photographie ou reproduction sera refusée. L'autre, qui peut être fait sur papier calque ordinaire, est remis à la partie intéressée, pour être suivi exactement, avec les modifications qui y auraient été apportées par l'administration communale.

Echelle des plans.

Quiconque demande l'autorisation d'établir des objets en saillie sur la voie publique, tels que stores, enseignes, lanternes, etc. doit désigner dans sa requête la forme et la dimension des dits objets, ainsi que la partie du bâtiment où il se propose de les placer. Si l'administration le juge nécessaire, la demande devra être accompagnée d'un plan.

Objets en saillie.

ART. 8. Le Collège des Bourgmestre et Échevins est tenu de statuer dans la quinzaine, à partir du jour du dépôt de la demande de bâtir et des plans, pour autant que cette demande et ces plans soient conformes aux prescriptions de l'article précédent. (1) Lorsqu'il s'agit de travaux à faire sur des terrains destinés à être incorporés à la voie publique, en exécution de plans d'alignement dûment approuvés, le Collège est tenu de statuer dans le délai de trois mois, à partir de la réception de la demande. (2)

Délai pour bâtir.

Dans tous les cas, un recours est ouvert auprès de la députation permanente du conseil provincial, et, s'il y a lieu, auprès du Roi, contre les décisions du Collège des Bourgmestre et Échevins, sans préjudice du recours aux tribunaux, s'il s'agit de questions de propriété. (1)

Recours.

ART. 9. Les autorisations mentionnées à l'art. 5 seront considérées comme non avenues, s'il n'en est fait usage dans le délai d'une année à partir de la date d'autorisation.

Délai de validité des autorisations.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins doit être informé, par écrit, du jour où l'on se propose de mettre la main à l'œuvre.

CHAPITRE IV. — Des travaux. — Des mesures de sûreté.

ART. 10. Toutes les autorisations obtenues conformément au chapitre III, seront portées par les soins de l'administration communale, à la connaissance du commissaire de police, pour prendre les mesures qu'il jugera utiles.

ART. 11. Défense est faite à tous architectes, entrepreneurs, maçons, charpentiers et autres, d'exécuter aucun des travaux ci-dessus mentionnés, avant qu'ils aient justifié de l'autorisation accordée à cet effet.

Commencement des travaux.

(1) Art. 90 § 8 de la loi communale.

(2) Art. 5 de la loi du 1^{er} février 1844 sur la police de la voirie.

ART. 12. Le propriétaire, qui fait construire, reconstruire ou démolir un bâtiment ou un mur de clôture, ou exécuter des changements à une façade longeant la voie publique, ne peut commencer les travaux, avant d'avoir établi devant sa propriété une cloison en planches avec retour de la hauteur de 2 mètres au moins.

Cette cloison doit être établie avec solidité et d'après les indications des agents de l'administration. Le filet d'eau doit toujours rester libre pour l'écoulement des eaux.

Les portes pratiquées dans la cloison doivent ouvrir vers l'intérieur: elles sont garnies de serrures ou de cadenas et sont fermées chaque jour après la cessation des travaux.

Les matériaux sont déposés à l'intérieur de la cloison.

Le propriétaire remboursera à la ville les frais qu'elle fera éventuellement pour rétablir le pavage, le trottoir et autres travaux dans leur état primitif, après l'achèvement de la construction.

A défaut par le propriétaire ou l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions ci-dessus, la cloison est établie d'office, à leurs frais, par l'autorité communale.

La cloison ne pourra être enlevée qu'après l'achèvement des travaux.

ART. 13. Le propriétaire, qui fait changer une façade ou un mur de clôture, ou qui en fait reconstruire ou démolir une partie, peut, s'il y a lieu, être dispensé par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'établir une cloison.

ART. 14. Le propriétaire qui fait réparer une façade, mur de clôture ou un toit vers la voie publique, est tenu d'avertir les passants, en suspendant un torchon de paille ou de copeaux à deux mètres au-dessus de la voie publique et à une distance d'environ soixante centimètres de la propriété. Il placera également aux deux extrémités de la propriété en réparation, une barrière avec retours, occupant toute la largeur du trottoir.

En outre, lorsque les travaux mentionnés au présent article sont de nature à faire craindre des accidents, le Collège peut prescrire telles autres précautions qu'il juge nécessaires.

ART. 15. Le propriétaire ou l'entrepreneur devra se conformer à toutes les instructions qui lui seront données par le bureau des travaux publics, pour ce qui concerne l'établissement des échafaudages, des échelles et autres instruments servant à la construction ou à la réparation d'un bâtiment.

ART. 16. En cas de suppression de fosses, de puisards ou de puits d'absorption, égouts, etc., ceux-ci, avant d'être comblés, doivent être curés à fond et désinfectés suivant les indications du service communal compétent. Le Collège peut exiger, en outre, la démolition partielle ou totale des maçonneries et l'enlèvement des terres qui, seraient imprégnées de matières organiques en voie de putréfaction ou répandant des odeurs incommodes, ainsi que leur dépôt en un endroit déterminé.

Pendant l'exécution des travaux, les propriétaires sont tenus de se soumettre à toutes les mesures que l'administration juge devoir leur prescrire dans l'intérêt de la salubrité publique.

Les mêmes mesures doivent être prises en cas de réparations ou de modifications à des fosses, égouts, puits, citernes, etc., etc.

ART. 17. En cas de réparation ou de démolition des égouts, les vases, provenant de ces égouts, ne peuvent être déposés sur la voie publique. Si leur dépôt momentané sur la voie publique est inévitable, il ne peut se faire que moyennant l'addition d'un désinfectant efficace à déterminer par le service communal compétent. Les vases doivent d'ailleurs être enlevés immédiatement et déposés en un endroit à désigner par l'autorité communale.

ART. 18. Les pierres dures seront, avant d'être transportées à pied-d'œuvre, taillées de façon à pouvoir être employées immédiatement: si néanmoins il est nécessaire d'en modifier quelque peu la forme, les ouvriers qui les travailleront devront avoir soin de les abriter de façon que les éclats et les recoupes ne puissent blesser les passants.

Aucun ravalement, aucune taille ou sculpture, ne peuvent être faits sur place que moyennant l'établissement, de chaque côté de la façade et sur toute sa hauteur, d'une cloison bien jointe empêchant la poussière et les déchets de se répandre sur les maisons voisines ou de tomber sur la voie publique.

ART. 19. Il est défendu de jeter, soit du haut, soit de l'intérieur des maisons, des décombres ou des matériaux, sur la voie publique ou dans les égouts.

On doit descendre avec précaution les décombres et les matériaux et les mettre en tas contre le bâtiment ou la cloison de manière que la circulation ne soit pas gênée; ils doivent être enlevés avant le soir.

Suppression de fosses, etc.

Enlèvement de la vase des égouts.

Taille de pierres, ravalement, etc.

Décombres

Châssis.

Barrières.

Echafaudages, etc.

Les voitures servant au transport des matériaux ou à l'enlèvement des terres et des décombres, doivent entrer dans l'intérieur de la propriété ; s'il n'est pas possible de les y faire pénétrer, on les range parallèlement à la propriété, mais jamais en travers de la voie publique.

ART. 20. Les parties de la voie publique où des travaux sont effectués et celles où l'on a établi des cloisons, barrières et échafauds, doivent être convenablement éclairées depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, par les soins et aux frais de l'entrepreneur. La lumière sera placée à une hauteur maximum de trois mètres.

ART. 21. Le propriétaire ou l'entrepreneur doit maintenir la voie publique en état de propreté sur toute l'étendue de la façade ou du mur de clôture en construction, en réparation ou en démolition, et ce pour toute la durée des travaux.

ART. 22. Immédiatement après l'achèvement des travaux ou en cas de nécessité pour services publics, le propriétaire ou l'entrepreneur doit faire enlever les cloisons, barrières ou échafaudages et rendre à la circulation, débarrassés de tous matériaux, gravier et ordures, les emplacements occupés sur la voie publique par les ateliers ou dépôts.

Les matériaux ou décombres qui n'auraient pas été enlevés dans le temps prescrit, peuvent l'être d'office, sur l'ordre de la police et aux frais des propriétaires ou entrepreneurs.

ART. 23. Les constructions doivent être faites conformément aux règles de l'art de bâtir, et l'on ne peut employer que des matériaux de bonne qualité.

ART. 24. Les propriétaires sont tenus de permettre aux agents de l'administration l'accès des travaux pour lesquels est requise la permission de l'autorité communale.

Lorsque ces agents ont constaté qu'on s'écarte, soit des dispositions réglementaires, soit des plans agréés par l'autorité communale, soit des conditions posées dans l'acte d'autorisation, ou que les planches, échelles, poulies, échafaudages, cordes ou autres ustensiles servant aux travaux, n'ont pas la solidité requise, ils enjoignent au propriétaire ou à l'entrepreneur de suspendre immédiatement les travaux, ou de remplacer sans retard les ustensiles défectueux. Un rapport est aussitôt adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins.

En cas de refus du propriétaire d'obtempérer à la dite injonction ou en cas de retard dans l'exécution de cet ordre,

le Collège des Bourgmestre et Echevins prescrit telles mesures que de droit.

En cas de contestation entre un agent de l'administration communale et un propriétaire ou un entrepreneur, au sujet des constructions, des matériaux ou des ustensiles, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue.

CHAPITRE V. — Clôture des propriétés longeant la voie publique.

ART. 25. Tout propriétaire d'un terrain contigu à la voie publique, est tenu de le clôturer par un mur ou un grillage.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins détermine les dimensions des murs de clôture, des grillages ou des soubassements en pierre de taille sur lesquels ces grillages doivent être posés.

Le dessus des murs de clôture doit être couvert de tablettes en pierre de taille ou au moyen d'autres matériaux agréés par l'administration communale.

Le Collège pourra aussi autoriser l'établissement de palissades, comme clôture, aux terrains destinés à être vendus.

A défaut par le propriétaire d'établir celle-ci dans le délai déterminé, elle sera placée d'office et à ses frais par l'autorité communale.

CHAPITRE VI. — De la hauteur des bâtiments.

ART. 26. Le Collège peut, en vue de la sécurité ou de la salubrité publique, fixer dans chaque cas particulier une hauteur que la construction projetée ne peut dépasser.

En tout cas, le maximum de la hauteur des constructions est :

- 1° De 21 mètres dans les rues de 15 mètres et plus;
- 2° De 18 mètres dans les rues de 12 à 15 mètres;
- 3° De 1 1/2 fois la largeur des rues lorsque celles-ci ont moins de 12 mètres.

Pour le calcul de la cote de hauteur, toute fraction de mètre de la voie est comptée pour un mètre.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut permettre des hauteurs supérieures à celles énumérées ci-dessus, à raison de l'importance des constructions.

La hauteur des façades sera prise au milieu des bâtiments et mesurée à partir du dallage du trottoir jusque et y compris les entablements ou corniches de couronnement, ainsi que les attiques construits à plomb des façades et les massards tenant lieu d'attiques.

La largeur des voies publiques sera mesurée sur le tra des murs de face. Lorsque le débouché d'une autre rue se trouvera vis-à-vis d'une façade, la largeur de la voie publique sera prise à partir d'une ligne fictive allant de l'un à l'autre angle de cette rue.

Lorsque les deux côtés d'une rue ne seront pas parallèles, l'élévation des façades sera déterminée par la largeur moyenne, que la rue aura devant chaque façade en particulier.

Lorsque l'alignement d'une rue devra être changé ou rectifié, c'est sa largeur future qui déterminera l'élévation des façades.

Les façades des bâtiments d'angle qui donnent sur plusieurs voies publiques de largeurs inégales, peuvent être élevées à la hauteur admise pour la voie la plus large.

La hauteur des façades ou parties de façades élevées en retrait de la voie publique, doit être réglée d'après la distance à laquelle elles se trouvent des bâtiments de l'autre côté de la rue.

Les façades actuellement existantes, dont l'élévation est supérieure au maximum établi ci-dessus, peuvent conserver cette élévation, si les travaux que l'on y exécute consistent en réparations ou changements; en cas de reconstruction totale de la maison, leur élévation doit être réduite.

La hauteur maximum des bâtiments intérieurs sera fixée, suivant les circonstances, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

ART. 27. Les rez-de-chaussée et les étages des bâtiments servant à l'habitation, auront au moins 3^m de hauteur, entre le plancher et le plafond; l'entresol aura au moins 2^m30, les souterrains ou soubassements 2^m10 de hauteur au moins, et les écuries 3^m20 au moins.

Les ouvertures ou baies de fenêtres devront être proportionnées à la hauteur des étages et à la largeur des façades.

Hauteur des rez-de-chaussée, étages, etc.

CHAPITRE VII. — Des murs de fondation, de face, de pignon et de refend.

ART. 28. Les fondations seront établies avec le plus grand soin et selon la nature du terrain; on emploiera les moyens d'art usités et les matériaux les plus convenables. En tout cas, les massifs de fondation auront un empiètement de 0^m11 au moins de chaque côté des murs des souterrains et également en dehors de la saillie de soubassement.

Fondations

La terre végétale, s'il en existe à la surface du sol, sera préalablement enlevée, de même que toute terre marécageuse, argileuse ou renfermant des matières organiques en décomposition.

Les caves seront construites de façon à ne pas permettre la pénétration de la nappe aquifère.

L'épaisseur des murs du massif de fondation, au niveau du sol, sera proportionnée à l'élévation des façades et à la charge à supporter. Toutefois cette épaisseur ne pourra être inférieure à deux briques et demie pour les maisons à un étage, et trois briques pour les maisons ayant plus d'un étage.

ART. 29. Nulle façade sur la voie publique ne pourra être construite ou reconstruite en pans de bois ou de charpente.

Façades en pans de bois.

ART. 30. L'épaisseur minimum des murs de façade sera déterminée par leur élévation comme suit:

Épaisseur des murs de façade.

Pour les maisons à un étage 0^m35.

Pour les maisons à plusieurs étages: l'étage supérieur une brique et demie, celui en dessous deux briques; les autres étages et le rez-de-chaussée deux briques et demie.

ART. 31. Les murs de pignon séparant les maisons ne pourront avoir moins de 0^m35 d'épaisseur; les murs de refend auront au moins 0^m22, si leur hauteur dépasse celle d'un étage.

Murs de pignon et de refend.

Les murs de refend constitués par des systèmes comprenant des armatures en métal pourront avoir une épaisseur moindre.

Les murs de face, de refend et mitoyens devront être liaisonnés à leur jonctions, et tous indistinctement seront suffisamment ancrés, au droit des planchers et autres points où se produisent les poussées.

Murs liaisonnés, mitoyens.

Trumeaux. ART. 32. Les trumeaux ou pieds droits devront présenter une résistance proportionnelle à la charge qu'ils ont à supporter ; le cas échéant, le Collège pourra prescrire, pour leur construction, l'emploi de matériaux particuliers, tels que : briques spéciales, pierre de taille, fer, etc.

Voutes de décharge. ART. 33. Il sera construit des voutes de décharge au-dessus de chaque porte et fenêtre. Au besoin, ces voutes s'appuieront, à chacune de leurs extrémités, sur des coussinets en pierre de taille ou en fer, dont la largeur sera déterminée par le Collège des Bourgmestre et Échevins d'après les dimensions de la façade.

Seuils. Les seuils des portes et des croisées seront en pierre de taille ; les barres d'appui des fenêtres seront en fer et solidement scellées dans les murs de face.

Poitraux. ART. 34. Dans les façades, les axes des vides correspondront entre eux de bas en haut. Il n'y aura d'exception que pour les façades dont le rez-de-chaussée forme boutique. Dans ce cas, les étages supérieurs devront être supportés par des poitraux.

Dimensions des poitraux. ART. 35. Ces poitraux auront pour largeur, l'épaisseur du mur qu'ils doivent supporter ; leur hauteur et leur composition varieront suivant la portée et les charges qu'ils devront soutenir, sans qu'ils puissent fléchir. Pour les grandes portées, le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra prescrire l'emploi de supports, colonnes ou montants en maçonnerie, pierre de taille ou fer. Les colonnes ou les piliers seront appuyés sur des dés en pierre de taille, ou sur des semelles en fonte.

Façades en retour. ART. 36. Sur les quais, places et promenades publiques, de même que dans les rues et chemins dont la largeur dépasse 6 mètres, toutes les façades en retour, qui ne présenteront pas un nombre de portes ou de fenêtres, devront être décorées de pilastres, plates-bandes, bossages, panneaux, cordons ou autres ornements.

Plaques indicatrices, supports. ART. 37. Les propriétaires des bâtiments devront laisser sceller dans les façades, des écriteaux portant les noms des rues ou autres indications d'intérêt public.

Ils devront aussi laisser appliquer à leurs bâtiments, les réverbères, les fils pour horloges électriques, pour télégraphe et téléphone urbains.

CHAPITRE VIII. — Des saillies.

ART. 38. Les dispositions à prendre pour les entrées de caves, soupiraux, seuils de portes et marches, bornes, bournilloes, décrotoirs et tuyaux de descente, sont réglées par le chapitre relatif aux trottoirs (chap. XIX).

ART. 39. Les saillies qui peuvent être autorisées sont les suivantes :

a) Saillies fixes : seuils des portes, socles formant la première assise, plinthes, seuils de fenêtre, montants et linteaux des portes et fenêtres, consoles, cordons, balcons, corniches et chéneaux. Saillies fixes.

b) Saillies mobiles ; persiennes, controveuts, enseignes, barres des vitrines, lanternes, etc. Saillies mobiles.

Toute saillie sera comptée à partir du nu du mur de face. Lorsque le degré de saillie autorisé par les règlements varie selon la largeur des voies publiques, cette largeur est mesurée de la manière prescrite par l'article 26.

A. Saillies fixes.

ART. 40. A moins d'une autorisation spéciale à accorder par le Collège, en égard à l'importance de la construction, les saillies fixes ne pourront dépasser les dimensions ci-après déterminées : Seuils et plinthes.

Pour les plinthes, bases ou socles de pilastres, colonnes ou montants des vitrines :

0^m12 dans les rues de 10^m de largeur et au-dessus ;

0^m07 dans les rues de moins de 10^m de largeur.

La marche inférieure ne pourra avoir une saillie supérieure à celle des socles et des plinthes.

ART. 41. Au rez-de-chaussée, la saillie des seuils de fenêtre et des cordons ne pourra dépasser : Seuils et cordons.

0^m15 dans les rues de 10^m de largeur et au-dessus ;

0^m10 dans les rues de 7^m de largeur jusqu'à 10 mètres exclusivement ;

0^m07 dans les rues de moins de 7^m de largeur.

Si les seuils se trouvent à plus de 2^m20 de hauteur, le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra, suivant les circonstances, autoriser une saillie plus forte.

Vitrines. ART. 42. Les saillies des vitrines ne pourront dépasser le nu des murs de face que des dimensions suivantes :

Châssis des vitrines et colonnes ou montants 0^m05

Corniches des dits châssis et ornements sculptés dans la partie supérieure des vitrines (à 2^m75 au moins du trottoir ou du sol). 0^m30

Barres horizontales placées en avant des vitrines, épaisseur comprise. 0^m12

Dans les rues dont la largeur dépasse 10 m., et pour les vitrines qui constituent un embellissement, le Collège des Bourgmestre et Echevins est autorisé à porter jusqu'à 0^m40 la saillie des corniches.

Les dessins détaillés, dressés à l'échelle du dixième de la grandeur naturelle des vitrines, devront toujours être fournis en double expédition.

Saillies plus fortes. ART. 43. Lorsqu'on voudra donner à certaines parties de la construction une saillie plus forte, l'excédent sera pris en arrière de l'alignement de la propriété, de telle sorte que le nu du mur de face forme arrière-corps à l'égard de cet alignement. Les angles de la façade seront raccordés avec les façades contiguës.

Corniches de couronnement. ART. 44. La saillie des corniches de couronnement sera déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en rapport avec les dimensions des façades.

La partie non saillante des corniches en fer ou en pierre de taille, tiendra toute l'épaisseur de la façade à son sommet.

Balcons. ART. 45. Les balcons ne pourront avoir plus de 0^m70 de saillie dans les rues de moins de 12^m de largeur et plus de 0^m90 dans les rues plus larges, mesures prises entre le nu du mur de face et le point le plus saillant du balcon.

Les balcons doivent être construits en pierre et porter sur des consoles solides en fer ou en pierre formant parpaing, c'est-à-dire traversant l'épaisseur du mur et solidement ancrées. La face inférieure de la pierre de balcon doit être établie à 3^m00 au moins au-dessus du trottoir.

Les consoles ne pourront faire aucune saillie sur l'alignement à moins de 2^m50 du niveau du trottoir.

Les balustrades des balcons seront en fer ou en pierre de taille et devront être solidement établies.

La construction de balcons continus ne sera permise que sur les places publiques, les boulevards, les quais, dans les carrefours et dans les rues de 10^m au moins de largeur.

Toutefois dans les angles rentrants des places publiques ou de deux rues, les balcons devront s'arrêter à deux mètres de la limite des propriétés contiguës.

Pour ce qui concerne les vues on devra se conformer aux stipulations des articles 678, 679 et 680 du code civil.

ART. 46. Le Collège peut autoriser la construction de marquises aux conditions suivantes :

L'ossature de la charpente doit être en fer et doit reposer sur des consoles du même métal, encastrées et ancrées dans la façade.

Ces consoles doivent être placées de façon que leur partie inférieure soit à une hauteur minimum de 2^m50 du trottoir.

La hauteur de la marquise, prise sous la corniche ou sous la partie ornementale de la face, ne peut être moindre de 3 mètres et l'aplomb doit tomber à 0^m30 au moins en arrière de l'alignement du trottoir.

B. Saillies mobiles.

ART. 47. Les portes du rez-de-chaussée, les portes et les contrevents des souterrains ne peuvent s'ouvrir extérieurement.

Toutefois la manœuvre des vantaux peut se faire du côté de la voie publique à la condition de ne pas dépasser la saillie de la plinthe.

Quant aux portes des souterrains, le Collège peut en autoriser la manœuvre à l'extérieur lorsqu'elle ne présente aucun inconvénient pour la circulation.

Si le niveau adopté pour le rez-de-chaussée exige l'emploi de plus de trois marches, celles supplémentaires devront être placées à l'intérieur.

Les volets, contrevents ou persiennes, lorsqu'ils sont disposés pour être rabattus contre les trumeaux, seront fixés au moyen de crochets en fer. Quand les deux contrevents ou persiennes d'un trumeau devront, étant ouverts, s'appliquer l'un sur l'autre, ils ne pourront avoir ensemble plus de 0^m12 de saillie ; quand ils ne seront pas superposés, ils ne pourront avoir chacun plus de 0^m06 de saillie.

Les volets et contrevents de l'espèce ne peuvent être adaptés aux portes ou fenêtres des souterrains.

Enseignes, etc. Les enseignes, tableaux et bas-reliefs devront être suspendus à 2^m50 au moins du trottoir ou du sol et ne pourront avoir plus de 0^m36 de saillie.

Les objets dont il est question dans le présent article seront fixés aux murs, au moyen de fortes pentures de fer scellées au plomb dans des pierres de taille, ou solidement ancrées.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins déterminera, selon les localités, la saillie qui pourra être donnée aux écriteaux, aux écussons ou petites enseignes, qui seront posés à moins de 2^m50 au-dessus du trottoir ou du sol.

Il est défendu de masquer par des objets les inscriptions indicatives des rues, ainsi que les emplacements destinés à en recevoir, à moins d'obtenir une autorisation du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Lanternes. ART. 48. Il pourra être permis d'établir pour l'éclairage des propriétés privées, des lanternes fixes; elles devront se trouver au moins à 2^m70 au-dessus du sol, et à 0^m50 en arrière de l'alignement du trottoir; la saillie sera fixée par le Collège, suivant les localités.

Les lanternes ou transparents ne pourront rester en place pendant le jour, à moins qu'étant repliés contre le mur, la saillie n'exécède pas 0^m16.

Il pourra être établi des lanternes dites réflecteurs pour l'éclairage des devantures des boutiques. Ces lanternes ne seront placées qu'au moment même de l'allumage et seront retirées au moment de leur extinction. Elles ne pourront jamais être à moins de 2 mètres au-dessus du trottoir.

Ces lanternes ne pourront avoir plus de 0^m75 de saillie, et devront, dans tous les cas, être maintenues à 0^m35 au moins en arrière de l'alignement des trottoirs.

Stores. ART. 49. L'élévation minimum des bandes ou stores et de leur supports ou accessoires, sera de 2^m30 au-dessus du sol. Leur saillie pourra s'étendre jusqu'à 0^m30 en deçà de l'alignement du trottoir.

On pourra adapter aux stores une frange ou bordure flottante de 0^m20 de hauteur en plus.

Il pourra être posé contre les vitrines des stores en forme de jalousie; lorsque ces jalousies seront fixées à une hauteur moindre de 2^m50 du trottoir, les planchettes ou châssis, dont elles se composeront, auront une largeur proportionnée au dixième de la largeur du trottoir, jusqu'à un maximum de 0^m20.

ART. 50. Les volets, contrevents, persiennes et généralement tous les objets faisant saillie sur la voie publique devront être entretenus constamment en bon état par les propriétaires.

C. Dispositions générales.

ART. 51. En cas de construction ou de reconstruction d'une maison ou d'une façade, en tout ou en partie, on réduira ou on supprimera toutes les saillies dépassant les dimensions autorisées par les articles qui précèdent.

Suppression des saillies

Tous les droits de la ville sont réservés en ce qui concerne les saillies existantes, établies contrairement aux arrêtés d'autorisation.

Le présent règlement est également applicable aux saillies mobiles existantes, lesquelles devront être réduites ou supprimées à l'expiration du délai, qui sera fixé par résolution du conseil communal.

ART. 52. Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut autoriser des saillies plus fortes que celles qui sont permises par le règlement, mais seulement pour les édifices publics et les monuments, ainsi que pour les constructions présentant un caractère architectural.

Tout avant-corps, colonne ou pilastre et toutes saillies généralement quelconques non prévues par le présent chapitre, devront être spécialement autorisés par le Collège Échevinal.

CHAPITRE IX. — Des habitations et de leur entretien.

ART. 53. Les habitations qui seront construites le long de la voie publique devront, dans les nouvelles rues, être suivies de cours ou de courettes. Il en sera de même de celles qui seront reconstruites ou modifiées notablement dans les anciennes rues, pour autant que les terrains le permettent.

Superficie des cours.

La superficie de la cour ou courette sera proportionnelle à la surface bâtie. Cette superficie sera déterminée par le Collège Échevinal selon les circonstances, sans pouvoir être inférieure à $\frac{1}{4}$ ^e de la superficie du terrain sur lequel s'élève la construction.

Lorsqu'en cas de reconstruction ou de transformation d'un immeuble existant avant la mise en vigueur du présent

règlement, il sera reconnu qu'il n'est pas possible d'observer cette prescription, le Collège pourra, à raison de circonstances exceptionnelles, autoriser une surface de cour inférieure au 1/6^e de la superficie du terrain.

Lorsque les constructions devront être érigées à l'angle de deux rues, le Collège pourra, si la disposition du terrain l'exige, dispenser de l'établissement d'une cour.

En aucun cas, le minimum de surface des cours et coursètes, tel qu'il a été déterminé par le Collège, ne pourra être diminué ultérieurement par suite de construction nouvelle ou d'aliénation.

Aérog.

ART. 54. Les habitations seront convenablement aérées, établies sur caves pourvues d'escaliers point dangereux et de greniers. Les corridors, dans les constructions où il en existera, seront parfaitement éclairés, de même que les greniers.

Le Collège déterminera, pour chaque cas particulier, après examen et proposition de la commission médicale, l'époque à laquelle les habitations nouvellement construites ou profondément remaniées, pourront être occupées.

Nombre de personnes à loger.

ART. 55. Il est interdit de loger dans une pièce plus de personnes que la capacité cubique ne le permet. Le nombre de mètres cubes par personne ne pourra pas être inférieur à 18 mètres cubes.

Logement.

ART. 56. Les logements seront planchés ou pavés, et pourvus de cheminées ou de tuyaux et de fenêtres ouvrantes.

Défilage des égouttoirs.

ART. 57. Les allées, passages ou impasses existants devront être dallés ou pavés dans toute leur étendue, selon des pentes bien réglées et avec des rigoles disposées de façon à assurer les écoulements soit vers les orifices d'égouts, soit vers les ruisseaux ou rigoles de la voie publique, pour autant qu'il s'agira d'y écouler des eaux pluviales.

Toutefois, si l'immeuble est situé à front d'une voie publique, desservie par la double canalisation d'égouts, le propriétaire sera tenu d'y installer un dépotoir pour les eaux sanitaires.

Eau potable

ART. 58. Les maisons qui s'y trouvent seront pourvues d'eau potable en quantité suffisante pour les besoins des habitants.

A cet effet, les propriétaires sont tenus de faire des citernes d'une capacité proportionnelle à la maison ou de prendre des abonnements aux eaux alimentaires.

ART. 59. Les mesures prescrites par les articles 53, 54 et 55 devront être appliquées aux logements existants, dans les douze mois qui suivront la publication du présent règlement.

Passé ce délai, le bourgmestre est autorisé à en interdire l'habitation.

L'interdiction pourra être levée, s'il est reconnu que les travaux d'amélioration exécutés par les intéressés ont eu pour conséquence de détruire les causes d'insalubrité, qui compromettaient la santé des dites maisons ou logements.

Projet des habitations.

ART. 60. Les maisons seront tenues, à l'intérieur, dans un état de propreté permanent

Il est défendu de conserver à l'intérieur des habitations :

1^o Des eaux sales, urines, résidus ou autres substances, qui seraient de nature à produire des exhalaisons fétides ou insalubres ;

2^o Des animaux qui pourraient répandre de mauvaises odeurs, ou qui seraient en nombre disproportionné à l'étendue de l'habitation.

Il est aussi défendu d'occuper ou de laisser occuper à titre de logement ou d'habitation, soit des caves, des greniers non ventilés ou dépourvus d'un plafond éloigné du toit, soit des maisons nouvelles qui n'ont pas acquis le degré de siccité nécessaire à la salubrité.

CHAPITRE X. — Des toitures.

ART. 61. Tous les bâtiments du côté de la voie publique seront couverts en ardoises, en tuiles ou en métal de couleur foncée.

Toitures.

Il est également défendu de couvrir en tuiles les rampants des mansardes et des lucarnes.

Toute couverture en chaume ou en autres matières combustibles est interdite.

CHAPITRE XI. — Des chéneaux et des tuyaux de descente.

ART. 62. Tout bâtiment, ancien ou nouveau, longeant la voie publique, sera garni de chéneaux en métal, d'une dimension suffisante pour recueillir les eaux pluviales des toits.

Chéneaux.

Facilement
des murs
pluviaux.

ART. 63. Si les eaux provenant des chéneaux ne sont pas ramenées dans l'habitation, elles doivent être dirigées perpendiculairement jusqu'au niveau du sol, au moyen de tuyaux en métal ayant leur décharge sous le trottoir.

Ces tuyaux sont appliqués contre les murs de la façade et ne peuvent avoir plus de 0^m12 de saillie en dehors de l'alignement; ils doivent être en fer à partir de leur origine inférieure jusqu'à la hauteur de 2^m25 au-dessus du niveau du trottoir.

CHAPITRE XII. — Des enduits des murs de face.

Crépissage
des façades.

ART. 64. Les façades des bâtiments, ainsi que les murs de clôture longeant la voie publique, seront crépis ou rejointoyés à la règle.

Peintures.

ART. 65. Le peinturage et le badigeonnage des façades seront faits en couleurs de nuances pâles.

CHAPITRE XIII. — Des cheminées des foyers ouverts et des poêles.

Cheminées.

ART. 66. Toutes les cheminées doivent être construites de manière à éviter les dangers du feu et à pouvoir être facilement visitées et ramonées.

ART. 67. Toutes les cheminées seront établies sur une base en maçonnerie d'une épaisseur d'au moins une brique sur champ.

Adossement
des foyers et
poêles.

ART. 68. Il est interdit d'adosser des foyers de cheminée, poêles et fourneaux, à des cloisons dans lesquelles il entrerait du bois, à moins de laisser entre le parement extérieur du mur entourant ces foyers et les cloisons, un espace de 0^m20.

Il est défendu de poser des foyers ou âtres de cheminée sur des planches, solives ou poutres en bois.

Ces âtres s'appuieront sur des voûtes en maçonnerie ou sur des trémières ou enchevêtrements en matériaux incombustibles.

Ces voûtes, trémières ou enchevêtrements s'étendront sur toute la largeur des cheminées, y compris la moitié de l'épaisseur des jambages; leur saillie sera de 1^m au moins à partir du fond du foyer jusqu'au chevet.

Chaque foyer doit avoir sa cheminée ou son tuyau particulier dans toute la hauteur du bâtiment.

Foyers de
cheminées.

ART. 69. Il est interdit de poser les bois des combles et des planchers à moins de 0^m23 de toute face intérieure des tuyaux de cheminée et autres foyers.

Les tuyaux de cheminée seront de section rectangulaire ou circulaire.

Dans le premier cas, ils auront au moins 0^m22 de profondeur sur une largeur en rapport avec la capacité des places à chauffer; les angles seront arrondis suivant un rayon d'au moins 0^m08; ces tuyaux pourront être terminés par une mitre d'une section moindre, soit d'une profondeur minimum de 0^m14.

Les tuyaux de fumée à section circulaire, auront un diamètre d'au moins 0^m22, et pourront être terminés par une mitre de 0^m19 diamètre.

Dans l'un cas comme dans l'autre, ces tuyaux, s'ils sont en maçonnerie, seront enduits de manière à former avec elle un angle de plus de 30 degrés.

Souches de
cheminées.

ART. 70. L'élévation des souches et tuyaux de cheminée au-dessus du toit, mesure prise du côté le plus bas, pour les bâtiments à front de rue et les bâtiments de dernière, sera au moins de 2^m20, quand les souches et tuyaux seront placés à la naissance des versants des toits, et de 1^m quand ils sortiront du toit par tout autre point, sans que la distance du sommet de la cheminée à la corniche puisse être inférieure à 2^m20, et sans que ce sommet puisse s'élever à plus de 0^m60 au-dessus du faitage.

Toutefois, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra, dans des cas particuliers, autoriser des hauteurs de plus de 0^m60 en prescrivant des mesures de consolidation qui seront jugées nécessaires.

Les tuyaux de cheminée ne pourront percer le toit à une distance de moins de un mètre cinquante centimètres, mesurée horizontalement depuis le parement extérieur du mur de façade.

Cheminées
d'annexes.

Les cheminées d'annexes doivent autant que possible rejoindre la façade postérieure du bâtiment principal et déboucher à 2^m20 au moins au-dessus de la corniche du dit bâtiment.

L'accès des tuyaux à leur partie supérieure devra être facile.

Cheminées
débouchant
sur la voie
publique.

ART. 71. Aucun tuyau de cheminée, ni aucun autre tuyau conducteur de fumée ou de vapeur, ne pourra déboucher sur la voie publique.

Les tuyaux qui déboucheront à travers des façades donnant sur des jardins ou des cours, devront être garnis de plaques en métal et écartés de tout objet en bois ; ils seront formés d'une matière incombustible, et les diverses pièces dont ils se composeront devront être bien jointes ; la bouche de ces tuyaux devra se trouver à 2^m20 au moins au-dessus de la partie inférieure du toit.

ART. 72. On ne pourra ménager des tuyaux de cheminée dans les murs de face vers la voie publique, qu'à la condition de donner au moins 2 $\frac{1}{2}$ briques d'épaisseur aux trumeaux dans lesquels seront établis les tuyaux et le parement extérieur du mur de face.

Lorsque les tuyaux ménagés dans une façade ne pourront être déviés contre les murs mitoyens ou de refend, on devra décorer d'une manière convenable la partie de ces tuyaux qui sera élevée au-dessus de la façade.

ART. 73. On ne peut pratiquer ni cheminées, ni tuyaux de cheminée dans l'épaisseur des murs mitoyens.

Quand une cheminée sera adossée à un mur mitoyen, il sera établi contre ce mur une maçonnerie, qui aura au moins une demi-brique d'épaisseur à partir du bas et qui sera montée en talus jusqu'à la hauteur du manteau de cheminée.

Dans les murs mitoyens les poutres attenantes à un foyer ne pourront être posées qu'à la moitié de l'épaisseur des murs. Celui qui bâtit un foyer ou une cheminée contre un mur mitoyen, est tenu de raccourcir les poutres du bâtiment voisin. (Code civil, art. 657.)

ART. 74. Il sera établi sous les foyers ouverts une aire en matériaux incombustibles d'au moins 0^m30 de saillie en avant de l'ouverture du foyer.

ART. 75. Les tuyaux de poêle et tous autres conducteurs en métal, de fumée, de vapeur ou d'air chaud, devront toujours être distants, sur toute leur hauteur, d'au moins 0^m24 des cloisons dans lesquelles il entrerait des bois.

Lorsqu'un tuyau traversera une de ces cloisons, un plancher ou un pan de bois, le diamètre de l'ouverture devra excéder de 0^m20 celui du tuyau, de manière à ce que tout autour de celui-ci, il soit ménagé un vide de 0^m10 au moins. Ce vide pourra être rempli par un manchon plein en maçonnerie, en terre cuite ou autre mauvais conducteur de la chaleur.

CHAPITRE XIV. — De l'entretien et du ramonage des cheminées.

ART. 76. Les propriétaires sont tenus d'entretenir constamment les cheminées en bon état.

ART. 77. Il est enjoint aux propriétaires et locataires de faire ramoner les cheminées et tous tuyaux conducteurs de fumée, assez fréquemment pour prévenir les dangers de feu.

Il est défendu de faire usage du feu pour nettoyer les cheminées et les tuyaux de poêles.

Les cheminées qui ne présenteraient pas à l'intérieur et dans toute la longueur du tuyau, un passage d'au moins 0^m00 sur 0^m34 ne seront ramonées qu'à la corde.

CHAPITRE XV. — Des fours, forges, usines et ateliers.

ART. 78. Les forges, fours et fourneaux seront entièrement construits en pierres, briques ou carreaux, ou en fer. Les fours ne pourront être établis que dans les souterrains ou au rez-de-chaussée.

Les forges et fourneaux à établir au-dessus de rez-de-chaussée seront soumis à des conditions particulières à prescrire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Quiconque fera construire une forge, un four ou un fourneau près d'un mur mitoyen ou non, ou fera établir contre ce mur une écurie, un magasin de sel ou amas de matières corrosives, devra laisser au moins 0^m20 entre ce mur et les constructions projetées (Code civil, art. 674). Ce vide ne pourra être fermé ni par les extrémités, ni par le haut, afin que l'air y passe librement et garantisse de la chaleur le mur adjacent.

La hauteur des cheminées des fours, forges, usines et machines à vapeur sera fixée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

ART. 79. Il est défendu de déposer du bois ou aucune matière combustible au-dessus des fours ou dans aucune partie du fournil, à moins de dispositions particulières qui écartent tout danger d'incendie.

Entretien.

Ramonage.

Forges, fours et fourneaux.

Dépôt de bois près des fours.

Cheminées dans les murs mitoyens.

Aires sous foyers.

Forges et
ateliers de
menuiserie.

ART. 80. Les charrons, tonneliers, menuisiers, carrossiers et autres patrons ou ouvriers, qui s'occuperaient en même temps de travailler le bois et le fer ou autres métaux, s'ils exercent les deux professions dans le même bâtiment, seront tenus d'y avoir deux ateliers parfaitement séparés par un mur, à moins qu'entre la forge et l'endroit où l'on travaille ou dépose le bois, il n'y ait une distance de dix mètres au moins.

Il leur est défendu de déposer dans l'atelier de la forge aucun bois, recoupes, ni pièces de charonnage, menuiserie ou autres; sont exceptés cependant les ouvrages finis et qu'on serait occupé à ferrer.

ART. 81. Dans les ateliers de menuiserie ou d'ébénisterie, les fourneaux destinés à chauffer les colles, ne seront établis que sous des hottes en matériaux incombustibles.

L'âtre sera entouré d'un mur en briques de 0^m25 de hauteur au-dessus du foyer, et ce foyer sera disposé de manière à être clos pendant l'absence des ouvriers, par une fermeture en tôle.

CHAPITRE XVI. — Des puits et citernes.

ART. 82. Tout puits devra être cylindrique, qu'il soit construit en briques, en ciment ou en tous autres matériaux; s'il est maçonné en briques sur toute sa hauteur, la maçonnerie reposera sur un rouet en bois.

ART. 83. L'orifice des puits à l'intérieur des habitations sera couvert d'une dalle en pierre de taille, ou d'une trappe en tôle ou en fonte encadrée d'un châssis en pierre ou en fer, solidement appuyé; il en sera de même des puits à l'intérieur des cours ou jardins, à moins qu'ils ne soient entourés de garde-corps suffisamment élevés en fer, pierre de taille ou maçonnerie de briques, recouverte de tablettes en pierre.

ART. 84. Les murs des puits et citernes doivent être indépendants des murs servant de fondation aux bâtiments et être isolés de ceux-ci par un intervalle de 0^m10 au moins.

Quiconque fait creuser un puits ou une citerne quelconque près d'un mur mitoyen ou non, doit, afin de le préserver de l'humidité et des infiltrations, construire un contre-mur d'au moins 0^m22 d'épaisseur et distant du mur de 0^m10.

ART. 85. Les citernes devront être établies, lorsque les localités le permettront, de manière que leur fond soit à un niveau supérieur à celui des voûtes des fosses d'aisance.

CHAPITRE XVII. — Des embranchements d'égout.

ART. 86. La Ville construit seule les égouts publics, même dans les rues ouvertes par les particuliers.

La ville construit en outre les raccordements aux égouts publics depuis l'alignement des voies de communication jusqu'aux canalisations publiques.

ART. 87. Toute construction déjà érigée ou à ériger devra être reliée aux égouts publics au moyen de branchements souterrains, dont l'un sera réservé aux eaux ménagères et l'autre aux eaux pluviales, à établir dans les conditions ci-après déterminées.

ART. 88. Le sol des souterrains des nouveaux bâtiments doit être établi à un niveau qui permette de construire un canal suffisant pour écouler les eaux de rebut et les déjections et de raccorder ce branchement à l'égout public, en un point correspondant au niveau fixé par le service des travaux publics.

A l'égard des bâtiments existants, il devra, en cas de besoin, être établi le dispositif prévu par l'article 89.

ART. 89. En ce qui concerne les bâtisses nouvelles et les bâtiments existants en voie de reconstruction ou de remaniement, les surfaces réceptrices des eaux pluviales ainsi que les citernes des propriétés longeant les voies publiques, devront être aménagées de façon à permettre le déversement des eaux de ruissellement, soit dans les rigoles des rues par l'intermédiaire de gargouilles, soit dans les égouts pour eaux pluviales par l'intermédiaire de raccordements affectés à cet objet.

Les eaux pluviales à provenir des terrains déjà bâtis seront dirigées vers l'égout pour eaux pluviales, soit par l'intermédiaire de gargouilles insérées dans les trottoirs, soit par un branchement spécial.

Au cas où les circonstances l'exigeraient, le Collège aura la faculté d'accorder des dispenses dans les cas prévus par le présent article.

ART. 90. Il est interdit de faire couler par les embranchements des matières corrosives, acides, eaux de chaux,

résidus industriels ou généralement tous produits quelconques qui ne résultent pas directement de la vie domestique.

Tuyaux de vapeur

Sont exceptés de cette mesure les produits désinfectants. Le Collège peut autoriser l'établissement de branchements destinés à conduire à l'égout public pour eaux pluviales des liquides industriels ainsi que de la vapeur et de l'eau ayant une température de plus de 30° c. en subordonnant cette autorisation aux conditions qu'il jugera nécessaires.

ART. 91. Tout bâtiment doit être raccordé aux égouts publics d'une manière indépendante.

Toute jonction entre un raccordement sanitaire et un raccordement pour eaux pluviales est strictement interdit.

Matériaux pour et section des tranchées privées

ART. 92. Les branchements privés seront établis en tuyaux à emboîtement, de grès vernissé ou de fonte inoxydable, posés sur un sol ferme ou sur un lit de béton de 0^m20 d'épaisseur, de manière que le conduit porte sur toute sa longueur au fond de la tranchée.

Les joints seront étanches et sans bavures intérieures. Les branchements seront établis suivant des lignes droites; leur raccordement avec l'égout public doit être facile à inspecter.

Leur inclinaison sera uniforme et de 0^m03 par mètre au minimum.

Leur arête supérieure doit normalement se trouver à 0^m20 au moins au-dessous du niveau du sol du souterrain.

Partout où une conduite traverse un mur, on établira dans celui-ci une voûte ou un linteau solide laissant entre lui et la conduite un vide d'au moins 0^m075 en prévision du tassement.

On donnera aux canalisations une section appropriée aux besoins; celle destinée aux eaux usées aura au moins 0^m100 de diamètre.

Egouts en banquettes

ART. 93. Si la situation des lieux ne permet pas d'établir les branchements privés sous le sol des caves, ils peuvent être posés sur banquettes ou suspendus au moyen de deux attaches au moins par tuyau.

Des regards permettant la visite et le curage doivent être établis aux extrémités et aux changements de direction.

Tuyaux de ventilation

ART. 94. Le branchement privé réservé à l'écoulement des eaux usées doit être muni à ses deux extrémités, de tuyaux de ventilation suffisants pour assurer la circulation de l'air non seulement dans les conduits superficiels, mais dans toute la partie qui se trouve sous le bâtiment ou sous le sol des cours.

Tout orifice donnant accès à la canalisation privée et qui n'est pas destiné à la ventilation ou à l'inspection, doit être muni d'un coupe-air convenable.

ART. 95. Aucun regard syphoïde relié directement à l'égout ne peut être inséré dans un carrelage ou dans un plancher à l'intérieur d'un bâtiment.

ART. 96. Les branchements privés et les jonctions entre ceux-ci et les conduites de décharge intérieures ne peuvent être recouverts avant d'avoir été examinés et soumis aux épreuves techniques destinées à établir leur bonne installation, leur étanchéité et leur bon fonctionnement. Ces épreuves seront confiées à un agent désigné par l'Administration.

Tuyaux

ART. 97. Les tuyaux de chute des water-closés, d'urinoirs et des vidoirs recevant des matières excrémentielles, doivent être inattaquables par les matières qui y circulent, avoir une surface intérieure parfaitement lisse et présenter des joints peu nombreux, étanches et exempts de bavures.

Tuyaux de plomb

Ils auront un diamètre intérieur de 0^m08 à 0^m10 au moins et seront unis directement à l'égout sanitaire sans interposition de coupe-air.

On les prolongera verticalement jusqu'au dessus de la toiture, sans réduction de diamètre, et, autant que possible, sans angle ni courbure, à une hauteur et dans une situation qui assurent la sortie de l'air vicié.

Le prolongement à partir du siège le plus élevé peut-être fait en tuyaux de fonte avec joint au plomb.

Sub

L'extrémité supérieure des tuyaux de chute doit être éloignée de deux mètres au moins de toute fenêtre, loge ou tabatière, prise d'air ou cheminée appartenant à une chambre habitable.

Ils seront fixés solidement aux murs à des intervalles de 1^m50 au plus et auront à leur pied un talon reposant sur une base solide.

ART. 98. Des conduites spéciales en plomb ou en fonte inoxydable, autant que possible verticales, doivent être réservées à l'évacuation des eaux usées. Les conduites verticales seront fixées au mur voisin à des intervalles de 1^m50 au plus pour les parties verticales et de 0^m60 pour les autres parties et auront à leur pied un talon reposant sur une base solide.

Evacuation des eaux usées

Les conduites écouant les eaux de rebut ou de trop-plein d'éviers, vidoirs, bassins, coquilles, lavabos ou bains, ne peuvent être mis en relation avec un tuyau de chute de latrines. Il sera loisible de les conduire à travers un mur extérieur du bâtiment et de les faire déboucher à l'air libre au-dessus ou au-dessous de la grille d'un siphon de cour.

Trop-plein des citernes, etc.

ART. 99. Les tuyaux réservés à l'écoulement des eaux pluviales, ceux des citernes ou du trop-plein de réservoirs, ainsi que ceux qui doivent écouler les eaux recueillies par les terrassons des baignoires et des water-closets ne peuvent être mis en relation directe avec un égout ou un tuyau de chute recevant les matières excrémentielles.

Coupe-air.

Un coupe-air ventilé sera interposé entre le branchement privé et le trop-plein de toute citerne. Les autres tuyaux mentionnés au premier alinéa seront conduits directement à travers un mur extérieur du bâtiment et se termineront librement au rez-de-chaussée, à 0^m10 de la face externe, au dessus d'une rigole appropriée.

Ventilation des tuyaux de décharge.

ART. 100. Lorsqu'un tuyau de décharge d'eau de rebut est en relation avec un seul appareil sanitaire, on peut se borner à ventiler ce tuyau immédiatement en aval du siphon placé sous cet appareil. Mais lorsque des appareils sanitaires superposés sont branchés sur un même tuyau de décharge, alors il doit être prolongé verticalement jusqu'au-dessus de la toiture comme il est dit à l'article 97.

Encastrement des tuyaux de chute dans les murs.

ART. 101. Il est interdit de maçonner dans les murs aucun tuyau de chute de water-closet, ni aucun tuyau de vidange ou de trop-plein des éviers, vidoirs, bassins, coquilles, lavabos, ou bains. Toutes ces conduites doivent être facilement accessibles. La même prescription s'applique aux tuyaux de ventilation de ces conduites et aux tuyaux destinés à l'écoulement des eaux pluviales.

Lorsqu'il est nécessaire de faire passer à travers un mur un tuyau de plomb, quelque soit du reste l'usage auquel il est destiné, il doit être protégé par un manchon en fonte.

Construction des branchements par la Commune.

ART. 102. Le raccordement des égouts particuliers aux égouts publics, tant pour les eaux usées que pour les eaux pluviales, et cela pour les canalisations nouvelles ou modifiées aussi bien que pour les canalisations anciennes, sera exécuté, depuis la limite de la propriété privée, jusqu'aux égouts publics, par les soins de l'Administration Communale et aux frais du propriétaire.

ART. 103. La construction, l'entretien, le curage et les réparations à faire aux embranchements d'égouts des propriétés, de même que leur renouvellement partiel ou total, qui seraient reconnus nécessaires, seront exécutés aux prix et conditions du tarif-règlement à arrêter par le Conseil Communal.

Tarif-règlement.

ART. 104. La ville se réserve, dans tous les cas, le droit de pouvoir ordonner la suppression des dits embranchements et la remise des lieux dans leur état primitif, aux frais du propriétaire.

Suppression des branchements privés.

CHAPITRE XVIII. — Des fosses, latrines, puisards, etc.

A. Quartiers desservis par le double réseau d'égouts.

ART. 105. Aucune fosse d'aisances ne peut être établie dans les quartiers pourvus d'égouts du système séparatif, à moins que, en raison de la situation du bâtiment, de son éloignement de la voie publique, du défaut de pente ou d'autres circonstances, le raccordement avec l'égout public ne puisse se faire dans de bonnes conditions. La même impossibilité devra se présenter pour qu'un égout privé puisse être mis en communication avec une fosse d'aisances ou y déverser son contenu. En aucun cas, il ne pourra être établi de puisards ou puits d'absorption.

Suppression des fosses d'aisances.

22.

Tous les puisards existants seront immédiatement supprimés.

ART. 106. Dans les rues où sera construit un égout public pour l'évacuation des matières excrémentielles, les fosses d'aisance fixes dépendant des bâtiments riverains devront être supprimées endéans le délai stipulé par le Collège Échevinal.

ART. 107. Avant de combler une fosse fixe, le propriétaire doit la curer en vif fond et informer par écrit, 48 heures d'avance, le Collège des Bourgmestre et Échevins du jour où commencera l'opération, afin qu'il puisse faire surveiller l'exécution du travail.

Comblerment des fosses d'aisances.

Les matériaux provenant de la démolition de fosses d'aisances ne peuvent être utilisés pour d'autres constructions.

B. Quartiers non desservis par le double réseau d'égouts.

ART. 108. Tout bâtiment servant d'habitation, sera pourvu de latrines et, dans les rues non pourvues du double réseau d'égouts, d'une fosse servant à recueillir les matières fécales. L'établissement de latrines communes à plusieurs habitations, ne peut avoir lieu que dans les cas d'absolue nécessité et moyennant une autorisation expresse du Collège des Bourgmestre et Échevins.

ART. 109. Le plan en double expédition des latrines et des fosses à construire ou à réparer, sera soumis à l'approbation du Collège.

ART. 110. On ne pourra creuser aucune fosse d'aisances, ni puits à purin, ailleurs que dans les cours, jardins ou autres endroits non couverts, ou, à leur défaut, sous le sol de certaines pièces, ayant une communication immédiate avec l'air extérieur et suffisamment spacieuses pour permettre sans danger les visites et le curage des fosses.

ART. 111. Les murs des fosses et puits à purin doivent être indépendants des murs servant de fondation aux bâtiments et être isolés de ceux-ci par un intervalle vide de 0^m10 au moins.

ART. 112. Quiconque fait creuser une fosse quelconque près d'un mur mitoyen ou non, doit, afin de le préserver de l'humidité et des infiltrations, construire un contre-mur d'au moins 0^m22 d'épaisseur et distant du mur de 0^m10.

ART. 113. Entre un puits ou citerne et une fosse, on doit laisser une distance de 2 mètres au minimum, afin de prévenir les infiltrations.

ART. 114. Les fosses devront avoir, au minimum, une capacité de six mètres cubes ; elles seront couvertes d'une voûte de 22 centimètres d'épaisseur au moins. Les murs et le fond des fosses auront au moins 34 centimètres d'épaisseur. Il sera appliqué contre les surfaces intérieures des fosses sur

Latrines.

Fosse à purin.

Espace entre des fosses et puits.

Murs des fosses et puits.

Espace entre fosses, etc.

Distance entre fosses et citernes.

Capacité et mode de construction des fosses.

le fond, un revêtement formé de briques, dites de Boom, posées sur champ, maçonné au mortier de ciment ou de trass et enduit d'une couche du même mortier de trois centimètres d'épaisseur. Les fosses seront munies d'une cheminée d'appel et d'un coupe-air.

L'ouverture d'extraction des fosses, qui aura, à l'orifice supérieur, 50 centimètres de diamètre, sera autant que possible, placée au milieu de la voûte ; elle sera fermée par une trappe en pierre lutée à l'argile et par un couvercle de fonte.

ART. 115. Pour les fosses d'aisance, les tuyaux de chute seront de fer, de grès ou de toute autre matière dont l'emploi sera autorisé par l'Administration Communale ; ils seront, autant que possible, placés dans une position verticale. Que les fosses d'aisances soient établies dans l'intérieur ou l'extérieur des bâtiments, les tuyaux de chute seront distants de 28 centimètres au moins des murs mitoyens. Néanmoins, si les circonstances l'exigent, le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra permettre la suppression de cette distance. Cette autorisation ne sera accordée qu'à la demande expresse du propriétaire et sous sa responsabilité.

ART. 116. Les cabinets d'aisances devront ouvrir sur l'air libre par la porte ou par une fenêtre, et seront disposés de façon à ne compromettre en rien la salubrité. Le sol notamment devra être imperméable et tenu dans un état constant de propreté.

ART. 117. Les fosses d'aisances et les puits à purin, qui laisseraient filtrer leurs eaux, soit par les murs soit par le fond, ou dont l'état serait de nature à compromettre la salubrité publique, devront être réparés ou modifiés sans retard. Si de simples réparations ou modifications ne suffisent pas pour remédier à ces inconvénients et pour écarter tout danger, ces fosses seront supprimées ou reconstruites selon le mode établi par le présent règlement.

ART. 118. Toute fosse, avant d'être comblée, sera curée, vidée à fond.

ART. 119. Il est défendu de jeter dans les fosses d'aisances ou dans les puits, toutes matières étrangères, telles que cendres, paille, copeaux, déchets de poisson ou tout corps solide de nature à entraver l'extraction des matières fécales.

Tuyaux en chute des fosses.

Fosses non étanches.

Compt.

Travaux
Sous-Pré-
fecture.

ART. 120. Les ouvriers chargés de nettoyer, de vider ou de réparer une fosse d'aisances ne peuvent y pénétrer qu'après que le propriétaire de celle-ci ou l'entrepreneur qui les emploie se sera assuré qu'ils n'y courent aucun danger.

En tout cas, on devra placer en réserve à l'extérieur de la fosse, pendant toute la durée du travail, autant d'ouvriers qu'à l'intérieur.

Chaque ouvrier occupé dans la fosse sera muni d'une ceinture à laquelle se rattachera une corde ou une courroie tenue constamment par un ouvrier du dehors.

Si un accident se produit, les travaux doivent être immédiatement suspendus et déclaration en sera faite, le jour même, à la police. Ils ne peuvent être repris que du consentement de l'administration communale et avec les précautions qu'elle prescrira.

CHAPITRE XIX. — Des trottoirs.

Trottoirs.

ART. 121. L'autorisation de construire ou de reconstruire un bâtiment quelconque le long de la voie publique ou d'établir un mur de clôture longeant celle-ci, de changer ou de restaurer une façade, (1) est subordonnée à la condition d'établir, à pied des constructions, des trottoirs conformes aux prescriptions du présent règlement et du règlement-taxe sur les trottoirs.

Droit de propriété.

ART. 122. Les propriétaires autorisés à construire des trottoirs, ne peuvent induire du consentement de l'administration communale, aucun droit de concession de propriété ni de servitude sur la voie publique.

Désignation des travaux.

ART. 123. Le Collège Echevinal désignera les rues de la ville où les trottoirs seront établis, complétés ou renouvelés et il déterminera les travaux qui devront être exécutés.

(1) Le rapport de la Commission des travaux publics, en date du 9 juillet 1908, détermine comme suit ce qu'il faut entendre par changement ou restauration d'une façade :

- A l'occasion de l'examen de l'article III a été posée la question de savoir ce qu'il faut entendre par changement ou restauration d'une façade. Votre Commission a été unanime pour adopter le principe qu'un changement comporte nécessairement une modification de l'aspect et des lignes existantes. Remplacer les châssis des fenêtres sans agrandir les baies en hauteur ou en largeur, n'est pas réputé changement.
- Replâtrer une façade en maintenant toutes les ouvertures à leur grandeur primitive, n'est pas une restauration qui comporte l'obligation de renouveler le trottoir. Mais dès qu'il y a changement réel dans l'une ou dans l'autre de ces parties, la taxe de trottoir devient exigible.

(Extrait de la délibération du Conseil Communal du 14 juillet 1909).

ART. 124. Les entrées de cave ne pourront avoir leur ouverture dans le trottoir.

Entrées de cave.

Les entrées de cave, actuellement existantes, seront par tolérance, provisoirement conservées; néanmoins, les propriétaires seront tenus de dégager autant que possible la voie publique et de construire les portes d'entrée de manière que la partie horizontale soit de niveau avec le reste du trottoir. Cette partie sera construite en fer de fonte, d'après le modèle adopté par l'administration et déposé au bureau des travaux publics.

Les encadrements seront en pierres de taille d'Ecaussines, de Maffes ou de l'Ourthe, au besoin reliés entre elles par des crampons en fer; ces encadrements auront une hauteur et une épaisseur de 0^m20. Les gonds seront toujours logés dans l'encadrement et ne pourront faire aucune saillie.

Les marches actuellement existantes seront, par tolérance, provisoirement conservées; néanmoins, elles seront, s'il y a lieu, diminuées aux frais des propriétaires, en nombre et en grandeur, de manière à dégager, autant que possible, la voie publique, et ce conformément aux ordres qui seront donnés à cet effet par le Collège. Les extrémités en seront arrondies.

Forme des trottoirs.

ART. 125. La largeur, la hauteur et la pente des trottoirs seront fixées par le Collège des Bourgmestre et Echevins, et indiquées sur les plans d'alignement de la voirie ou sur des plans particuliers qui seront déposés au bureau des travaux publics.

Matériaux.

La nature, les dimensions, les modèles des matériaux entrant dans la construction des trottoirs seront également déterminés par le Collège Echevinal. Les trottoirs construits en d'autres matériaux devront être reconstruits conformément au type admis.

Largeur des trottoirs.

ART. 126. Dans chaque rue, on établira la largeur respective de la chaussée et des trottoirs, en déterminant d'abord la ligne droite ou brisée, qui forme l'axe de la rue, puis en traçant des parallèles de chaque côté et à distance égale de cet axe; l'espace compris entre les parallèles et les immeubles sera occupé par les trottoirs.

ART. 127. Les lignes des trottoirs ne pourront être interrompues par aucune saillie ni retraite.

A l'intersection de deux trottoirs, le sommet de l'angle sera arrondi; à cette effet, un segment de cercle tangent aux deux bordures, sera décrit avec un rayon égal à la largeur moyenne de deux trottoirs.

Lorsqu'on élargira un trottoir, sans élargir en même temps le trottoir voisin, on le raccordera provisoirement en prolongeant obliquement le second vers le premier.

Niveau. ART. 128. Les trottoirs de chaque rue auront un niveau uniforme. La hauteur du trottoir, mesurée du fond du ruisseau contigu, sera de 12 à 15 centimètres.

Plan transversal. ART. 129. Le plan transversal du trottoir s'élèvera vers les maisons dans la proportion de 2 centimètres par mètre; dans les rues en pente, il suffira de donner aux trottoirs une inclinaison d'un centimètre par mètre.

Plan longitudinal. ART. 130. Le plan longitudinal sera déterminé par la pente du ruisseau. Aux endroits où il existe des portes-cochères, il y aura solution de continuité de la bordure dont l'extrémité sera convenablement abaissée; le trottoir sera légèrement incliné vers le ruisseau.

Toutes les pentes devront être uniformes, sans aucune espèce de ressaut, et de manière que cette partie soit parfaitement raccordée avec le reste du trottoir.

Décharge des eaux sur trottoirs. ART. 131. Aucun égout, aucune gouttière ne peut avoir sa décharge sur le trottoir; aucune rigole ne peut être creusée à la surface du trottoir.

Les eaux pluviales prendront leur écoulement dans l'égout ou dans la citerne, conformément aux prescriptions de l'art. 62 du présent règlement.

ART. 132. Dans les ruelles et impasses sans trottoirs, la chaussée sera fendue par le milieu; le ruisseau et les regards d'égouts y occuperont le centre de la voie publique.

Soupiraux de cave. ART. 133. Les soupiraux de cave ne pourront faire saillie de plus de 15 centimètres sur le trottoir. Ils seront couverts d'un treillis en fer de fonte, conforme au modèle adopté et déposé au bureau des travaux publics. Ce treillis sera scellé dans un encadrement en pierres d'Ecaussines, de l'Ourthe ou de Maffes, de 20 centimètres de hauteur et d'épaisseur.

Les pierres seront assemblées par des crampons de fer et seront de niveau avec le trottoir.

Décrottoirs. ART. 134. Les décrottoirs seront encastrés dans le mur de façade et pourront faire saillie sur le trottoir.

Objets en saillie. ART. 135. Sauf ce qui pourrait être décidé pour les candélabres, aucune borne, aucun grillage ne pourra être placé dans les bordures ou faire saillie sur des trottoirs.

ART. 136. Les marches à l'entrée des maisons devront être construites dans l'épaisseur du mur. La marche extérieure pourra faire saillie de 0^m12; les extrémités en seront arrondies.

Marches d'entrée

ART. 137. Il sera permis aux habitants, qui en feront la demande au Collège Echevinal, et après avoir obtenu l'autorisation, de faire sous les trottoirs des emprises devant servir de bac à charbon, et à tout autre usage, les fosses d'aisances exceptées.

Emprises sous trottoirs

Ces autorisations pourront être accordées, mais seulement à titre précaire et sous les conditions suivantes:

1^o De n'avoir sur la voie publique d'autres indices de ces emprises que l'entrée nécessaire pour en faire usage.

L'entrée devra être recouverte d'une plaque en fonte, sans anneau, déposée dans un encadrement en pierre de taille ne faisant aucune saillie, conforme au modèle déposé au bureau des travaux publics.

2^o De payer annuellement à titre d'usage et de reconnaissance, une redevance par mètre carré de terrain occupé, établie d'après un tarif à arrêter par le Conseil Communal.

3^o De se conformer pour les constructions, à ce qui sera prescrit par le Collège Echevinal.

Tout propriétaire, qui obtiendra pareille autorisation, sera tenu de fournir un titre constatant les droits de la ville. Ce titre devra être renouvelé après chaque mutation.

CHAPITRE XX. — Des constructions menaçant ruine.

ART. 138. Lorsqu'un bâtiment, un mur de clôture ou toute autre construction contiguë à la voie publique, menace ruine, le Bourgmestre en fait constater l'état par un des agents chargés de la surveillance des bâtisses, assisté d'un commissaire de police. Un procès-verbal de l'état des lieux est dressé par eux et transmis au Bourgmestre, qui en donne immédiatement avis au propriétaire.

Constructions menaçant ruine.

ART. 139. Si le péril est reconnu imminent, le Bourgmestre intime au propriétaire l'ordre de faire procéder, sans délai, à la démolition des constructions menaçant ruine.

Travaux d'office.

En cas de refus ou de retard dans l'exécution de cet ordre, le Bourgmestre fait réparer ou démolir les dites constructions aux frais du propriétaire.

Si le péril ne nécessite pas de mesures immédiates, l'état des lieux est dénoncé au propriétaire, avec injonction de

démolir, de réparer ou d'étayer provisoirement les constructions, dans un délai déterminé.

Le propriétaire, qui n'a pas commencé ou achevé les travaux dans les délais fixés, est traduit devant les tribunaux.

En cas d'absence des propriétaires, les travaux de réparation ou de démolition sont effectués d'office et à leurs frais, sur l'ordre du Bourgmestre.

Diverses
des démolitions.

ART. 140. Il y a lieu de provoquer la démolition d'un bâtiment, d'un mur de clôture ou de toute autre construction contiguë à la voie publique :

1° Lorsque les fondations sont défectueuses ;

2° Lorsque une ou plusieurs jambes étrières, un ou plusieurs trumeaux ou pieds droits sont en mauvais état ;

3° Lorsque le mur de face est surplombé de la moitié de son épaisseur, quelque soit l'état où se trouvent les jambes étrières, les trumeaux et les pieds-droits ;

4° Lorsque le mur de face a de profondes lézardes ;

5° Lorsque il est à fruit, c'est-à-dire incliné par la retraite des étages supérieurs, et qu'il a occasionné sur la face opposée un surplomb égal au fruit de la face vers la voie publique ;

6° Lorsque il y a bombement égal au surplomb dans les parties inférieures du mur de face ;

7° Enfin, dans tous les autres cas, où, soit un bâtiment, soit un mur de clôture, menace ruine par suite de vétusté, de vice de construction, de défaut d'entretien ou de quelque autre cause.

CHAPITRE XXI. — Des pénalités et des contraventions.

Contraventions.

ART. 141. Les contraventions aux dispositions du présent règlement sont constatées par procès-verbaux ou rapports des officiers de police et employés compétents, ou par tous autres moyens légaux, et ce simultanément à charge des propriétaires ou locataires, architectes, entrepreneurs, maîtres-maçons ou toutes autres personnes chargées de la direction ou de l'exécution des travaux. Ces contraventions sont punies de peines de police, outre la suspension des travaux, qui peut être prononcée par le Collège.

ART. 145. En outre de la pénalité édictée par l'article précédent, le tribunal ordonne, s'il y a lieu, soit sur la réquisition du ministère public ou de l'administration communale, partie civile, le rétablissement des lieux dans leur état primitif, par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages constituant la contravention, le tout aux frais des contrevenants.

Rétablissement des lieux dans leur état primitif.

CHAPITRE XXI. — Dispositions finales.

ART. 146. Le présent règlement abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 147. Il sera soumis, pour autant que de besoin, à l'approbation des autorités supérieures.

ART. 148. Il sera publié et affiché conformément à la loi et rendu obligatoire cinq jours après la publication qui en aura été faite dans les deux langues.

Des expéditions en seront transmises à la Députation permanente du conseil provincial et au greffe des tribunaux de 1^{re} instance et de police.

Arrêté par le Conseil Communal d'Ostende en séance publique du 14 juillet 1908.

PAR LE CONSEIL :

Le Secrétaire Communal,
FR. THONÉ.

Le Bourgmestre-Président,
PIETERS.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAP.		Pages
I	Voies publiques	3
II	Alignement	3
III	Autorisations	4
IV	Des travaux. Des mesures de sûreté	7
V	Clôtures des propriétés longeant la voie publique	11
VI	De la hauteur des bâtiments	11
VII	Des murs de fondation, de face, de pignon et de refend	13
VIII	Des saillies	15
IX	Des habitations et de leur entretien	19
X	Des toitures	21
XI	Des chéneaux et des tuyaux de descente.	21
XII	Des enduits des murs de face	22
XIII	Des cheminées des foyers ouverts et des poêles	22
XIV	De l'entretien et du ramonage des cheminées.	25
XV	Des fours, forges, usines et ateliers	25
XVI	Des puits et citernes	26
XVII	Des embranchements d'égouts	27
XVIII	Des fosses, latrines, puisards, etc.	31
XIX	Des trottoirs	34
XX	Des constructions menaçant ruine.	37
XXI	Des pénalités et contraventions	38
XXII	Dispositions finales	39



ANNEXE

Formule de demande en autorisation de construire ou de reconstruire.

*Le soussigné (1) _____ demeurant à _____
rue _____ N° _____ propriétaire du terrain (immeuble)*

*sis rue (2) _____
cadastré à Ostende _____ Section _____ N° _____
déclare solliciter l'autorisation de (3) _____*

sur le terrain susdit (ou la propriété précitée.)

Il joint à la présente les plans suivants : (4) _____

Les matériaux à mettre en œuvre sont : _____

*Le soussigné s'engage à verser à la première réquisition,
entre les mains du receveur communal, les droits et taxes
qui lui seront réclamés ultérieurement.*

A _____, le 190

(SIGNATURE)

(1). Nom et prénoms.
(2). Indiquer d'une manière précise la situation du terrain sur lequel on se propose de construire ou de la propriété à laquelle on veut apporter des modifications, etc.
(3). Indiquer d'une manière précise le genre de travail à faire.
(4). Pour les plans à joindre voir art. 7, 42, 109.

STAD OOSTENDE



VERORDENING

OVER DE

Bouwwerken

vastgesteld door den Gemeenteraad in zitting
van 14 Juli 1908, en afgekondigd
overeenkomstig art. 102 der Gemeentewet
den 7 October 1908

(VERTALING.)

OOSTENDE

Groote Handelsdrukkerij A. VAN OOSTENDEN, Cirkelstraat, 21.

DE GEMEENTERAAD.

Herzien het politie-reglement over de bouwwerken, goedgekeurd door den gemeenteraad in zitting van 1^{ste} December 1896 ;

Gezien artikel 78 van de gemeentewet, alsook de wet van 1^{ste} Februari 1844 ;

Besluit :

KAPITTEL I. — Openbare wegen.

ART. 1. Goene plaats, straat, straatje, doorgang of straat zonder uitgang mag worden aangelegd, verbreed, vernauwd of afgeschaft, tenzij krachtens een besluit van den gemeenteraad, onderworpen aan 't advies der Bestendige Deputatie en goedgekeurd door den Koning (1) Plaatsen, straten, doorgangen.

ART. 2. Het openen van eenen weg zal voortaan maar toegestaan worden, zoodat er door een enkwest zal bewezen zijn dat hij, volgens de ingediende plannen, alle noodige verzekeringen onder opzicht der openbare gezondheid en veiligheid aanbiedt. Onderzoek.

De breedte tusschen de gebouwen mag in geen geval smaller zijn dan twaalf meters. Minste breedte der straten.

De blinde straten of straten zonder uitgang moeten eene breedte hebben van ten minste acht meters ; zij moogen niet meer dan vijftig meters diepte hebben.

KAPITTEL II. — Richting.

ART. 3. De algemeene richtingsplannen der stad worden door den Gemeenteraad vastgesteld, aan het advies der Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad onderworpen en door den Koning goedgekeurd. (2) Het College van Burgemeester en Schepenen is met de uitvoering van gezegde plannen gelast. (3) Richtingsplannen.

(1) Artikel 1 der wet van 1 Februari 1844 :

« De straten, straatjes, doorgangen of straten zonder uitgang door de bijzondere eigendommen aangelegd en in de steden op den openbaren weg uitlopende..... worden aanzien als deelmakende van de stedelijke wegenis.

Zie nog artikel 76 n° 7 van de gemeentewet.

(2) Art 76 § 7 van de gemeentewet.

(3) Art. 90, n° 7 van de gemeentewet.

Graven en
kleine
wegen.

In de doelen der groote en der kleine wegen, welke richting door algemeene plannen niet bepaald is, zullen de richtingen door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld worden.

Wat de groote wegen betreft, zullen de richtingen, door het College gegeven en die de inlijving of afstand van perceelen grond noodzaken, aan de goedkeuring van de Bestedelijke Deputatie van den provinciaken Raad onderworpen worden.

De personen die zich door de beslissingen der gemeenteverhoorheid zouden beschadigd achten, hebben hun beroep bij de hoogere overheid en de rechthanken, indien er redenen toe zijn. (1)

Richting
en waterpas.

ART. 4. Men mag het bouwen of herbouwen van eenen voorgevel, eenen muur of eene sluiting langs den openbaren weg niet beginnen, vooraleer de richting en het waterpas van het gebouw of van het voorland ter plaatse zijn afgeteekend geworden door den stads-ingenieur of zijnen afgevaardigde.

Zoodra de inlichtingen nopens de richting of de waterlijn ter plaatse gegeven zijn, moet de aanvrager in de bureelen van het gemeentebestuur het balletijn vragen, behelzende deze schriftelijke inlichtingen. Hij teekent het er aangehocht ontvangstbewijs.

De aanvrager moet, onmiddellijk na het plaatsen der plint, er van het onderzoek vragen en de schriftelijke verklaring bewijzende dat de inlichtingen, die hem gegeven werden, stipt zijn nagevolgd geworden.

Hij is aan dezelfde verplichting onderworpen onmiddellijk na het plaatsen der dorpels, in geval van aanduiding van een voorloopig waterpas, of onmiddellijk na het leggen van het voetpad.

KAPITTEL III — Toelatingen.

Werken
die een
toelating
vragen.

ART. 5. Men mag niet, zonder voorafgaande toelating van het College van Burgemeester en Schepenen :

a. Een gebouw, eenen muur, eene afsluiting langs den openbaren weg oprichten, herbouwen, veranderen, herstellen of afbreken. Geen gebouw of bijgebouw, geenen muur oprichten of herbouwen; geen gebouw in woonhuis veranderen op een welkdanigen grond, afgesloten of niet.

(1) Art. 90, n° 7 van de gemeentewet.

b. Bouwen of herbouwen op gronden, die bestemd zijn, volgens behoorlijk goedgekeurde richtingsplannen, om in den openbaren weg ingelijfd te worden; noch aan de op deze gronden opgerichte gebouwen eenige veranderingen doen of werken uitvoeren, andere dan voor bewaring en oederhoud, op welken afstand het ook zij van de bestaande grenzen van den openbaren weg;

c. Eenig welkdanig toestel oprichten op of tegen de gebouwen en muren langs den openbaren weg;

d. Putten delven of eenig afgravingswerk verrichten;

e. Secretputten delven, herstellen of vernietigen;

f. Voetpaden maken, hermaken, veranderen, herstellen of vernietigen;

g. Eene emprise onder het voorland maken of ingangen voor kelders bouwen;

h. Riolen of rioolvertakkingen door den openbaren weg maken, eene welkdanige geul openen; in de openbare riolen waters werpen die eene invretende uitwerking uitoefenen, of ontlastingen van stoom ermede verbinden;

i. Een welkdanig lokaal tot werkplaats, vergaderingsplaats (schouwburg of concertzaal, enz.) inrichten. Soortgelijke toelating is ook noodig voor de verandering van een lokaal in een stal of tot de oprichting van Water-Closets.

ART. 6. Wie een der toelatingen, in art. 5 bepaald, verlangt te bekomen, zal, vóór de hand aan het werk te slaan, aan het college van Burgemeester en Schepenen eene aanvraag doen op ongezegeld papier.

In geen geval zal de toelating verleend worden om vaste secretputten te maken voor de gebouwen, die met het nieuw rioolnet kunnen verbonden worden.

ART. 7. Vóórleer een der werken in artikel 5 vermeld aan te vangen, moet den eigenaar aan het College van Burgemeester en Schepenen eene aanvraag sturen op ongezegeld papier, door hem geteekend, gelijkvormig het model aan het tegenwoordig reglement gehecht. Deze

(1) Artikel 4 der wet van 1 Februari 1844 op de politie der wegen.

aanvraag moet bij middel van een plan op verminderde schaal de ligging van het eigendom, de nit te voeren werken en de te gebruiken materialen aanduiden. Zij moet verzegeld zijn van :

a). Wanneer het bouwen van buiten omgoot : Een grondplan van het eigendom met aanduiding van de oppervlakte der achterplaats; de plannen van de verdeding van het gelijkvloers en de afhankelijkheden; van eene longitudinale doorsnede van de gebouwen op hunne gansche diepte; van het plan van den voorgevel in gansch zijne uitgestrektheid, met de grondmuren, de lijsten, de kornissen der gebouwen en afsluitingen, indien er bestaan, palende aan het ontworpen gebouw.

Wanneer er kwestie is van gelijktijdige oprichting van verschillende gebouwen, moeten de plannen afzonderlijk voor ieder huis gelovd worden, ten zij de gebouwen een groep van zelfsoortige huizen vormen. In dit geval duidt de aanvraag en het plan het getal op te richten huizen aan.

De dikte der muren, de uitsprongen der balkons, de openingen der deuren, vensters en winkelvensters, de afmetingen der ijzeren dwarsbalken, der kolonnen en der conzolen, de welfhouten en de kornissen, alsook de schikking der riolen, water-closets, enz. moeten aangeduid worden.

b). Wanneer het bouwen van afsluitingsmuren omgoot : Een plan van den voorkant op zijne geheele lengte, en van eene doorsnede met aanschuing van de waterlijn van den grond en deze van de straat.

Indien de afsluitingsmuur op de geheele lengte regelmatig is, mag men slechts een gedeelte van het plan aanduiden, mits dit deel toelaat zich een goed gedacht van het geheele werk te vormen.

c). Wanneer het bouwen, herbouwen, veranderen of herstellen van een gebouw, een winkelvenster, eenen muur of alle andere afsluiting betreft : Een plan op maatstaf in hoogte en in doorsnede van den voorgevel, van den winkelvenster of van de constructie dienende tot afsluiting.

Deze plannen zullen genummerd en geteekend zijn door den eigenaar van den grond. Zij zullen gemaakt worden in dubbel op schaal van twee centimeters per meter. Een van de twee exemplaren zal op hard papier of op engelsch linnen gemaakt worden en alle photographies of reproducties zullen geweigerd worden. Het ander, dat mag geteekend worden op gewoon calque-papier, zal den belanghebbende worden ter hand gesteld om zorgvuldig te worden gevolgd, met de wijzigingen

Schaal
der plannen

die er zouden aan toegebracht zijn geworden door het gemeentebestuur.

Alwie de toelating vraagt om voorwerpen te plaatsen, die op den openbaren weg uitsprong maken, zooals vensterschermen, uithangborden, lantaarnen, enz.; moet in zijne aanvraag den vorm en de grootte der voorwerpen aanduiden, alsmede het doel van het gebouw waar hij dezelve plaatsen wil. Indien het gemeentebestuur het noodig oordeelt, zal bij de vraag eene tekening moeten worden gevoegd.

Uitsprongen

ART. 8. Het College van Burgemeester en Schepenen is gehouden eene beslissing te nemen, binnen de vijftien dagen, te rekenen van den dag van het overleggen der aanvraag tot bouwen en van de plannen, voor zooveel deze aanvraag en deze plannen gemaakt zijn volgens de voorschriften van het vorig artikel (1). Als er zake is van werken, die op gronden zouden gemaakt worden, welke volgens goedgekeurde richtingsplannen in den openbaren weg moeten ingelijfd worden, is het College gehouden binnen drie maanden, te rekenen van de ontvangst der aanvraag, eene beslissing te nemen (2).

Tijd voor te beslissen.

In alle geval, is een beroep gepend bij de Bestendige Deputatie van den Provinciaal Raad, en, zoo daar redenen toe bestaan, bij den Koning, tegen de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en onverminderd het beroep op de rechtbanken, indien er geschil bestaat over den eigendom (1).

Beroep.

ART. 9. De toelatingen vermeld in artikel 5 zullen aanzien worden als niet bestaande, indien er binnen het jaar geen gebruik wordt van gemaakt. Het College van Burgemeester en Schepenen moet schriftelijk verwittigd worden van den dag waarop men zich voorstelt het werk te beginnen.

Gebruik van toelatingen.

KAPITEL IV. — Werken. — Verzekeringsmaatregelen.

ART. 10. Al de toelatingen, overeenkomstig kapittel III verkregen, zullen door de zorgen van het Gemeentebestuur, ter kennis van den commissaris van politie gebracht worden, ten einde de maatregelen te nemen die hij nuttig zal achten.

ART. 11. Er wordt verboden aan alle bouwkundigen, ondernemers, metsers, timmerlieden en anderen, een der bovengenoemde werken uit te voeren, vooraleer bewezen te hebben, dat zij te dien einde de toelating hebben verkregen.

Beleg der werken.

(1) Artikel 90, n° 8 van de gemeentewet.

(2) Art. 5 der wet van 1 Februari 1844 op de politie der wegen.

ART. 12. De eigenaar, die een gebouw of een afsluitingsmuur doet oprichten, herbouwen of afbreken, of eenige veranderingen aan eenen voorgevel gelegen langs den openbaren weg doet uitvoeren, zal de werken niet mogen beginnen vóórdat hij eene houten afsluiting van ten minste twee meters hoog, voor zijn eigendom zal hebben opgetimmerd.

De afsluiting zal stevig gemaakt moeten zijn en gemaakt volgens de aanwijzing der bestiaenden van 't bestuur. De straatgoet moet altijd vrij blijven om het water te laten wegvloeden.

De deuren in de afsluiting gemaakt, moeten langs binnen draaien; zij zullen voorzien zijn van sloten of haangsloten en toegemaakt worden elken dag na het staken der werken.

De bouwstoffen moeten binnen de afsluiting gelagd worden.

De eigenaar zal aan de stad de voorschotten terug betalen, welke zij gebeurlijk doen zal, om, na voltrekking der bouwwerken de kasseido, het voetpad en de andere werken in hunnen vorigen staat te herstellen. Bij gebrek van wege den eigenaar of den ondernemer de hierbovenstaande bevelen ten uitvoer te brengen, zal de afsluiting van ambtswege op hunne kosten door het gemeentebestuur geplaatst worden.

De afsluiting zal maar mogen weggenomen worden na voltooiing der werken.

ART. 13. De eigenaar, die eenen voorgevel of eenen afsluitingsmuur doet veranderen of die er een gedeelte van doet herbouwen of afbreken, mag, als er reden toe bestaat, door het College van Burgemeester en Schepenen ontslagen worden eene afsluiting te plaatsen.

ART. 14. De eigenaar, die langs den openbaren weg eenen voorgevel, eenen afsluitingsmuur of een dak zal herstellen, moet er de voorbijgangers van verwittigen door het hangen van een bussel stroo of schavelingen, dit op eene hoogte van twee meters en op ongeveer 60 centimeters afstand van den eigendom. Hij zal insgelijks aan de twee uiteinden van den in herstelling zijnden eigendom, eene hoeksluiting plaatsen, welke de gansche breedte van het voetpad zal hebben.

Daarenboven, waareer de werken vermeld in het tegenwoordig artikel van aard zijn voor ongelukken te doen vreezen, mag het college zulkdanige maatregelen voorschrijven welk het noodig oordeelt.

ART. 15. De eigenaar of ondernemer zullen zich moeten gedragen naar alle voorschriften, welke hun zullen gegeven worden door het bureau van openbare werken, aangaande

het plaatsen der stellingen, der ladders en andere werktuigen, dienende tot het maken of de herstelling van een gebouw.

ART. 16. In geval van vernietiging van gemakputten, zinkputten, riolen, enz., zullen deze, vooraleer te worden gesempt, tot op den grond moeten gezuiverd en ontsmet worden volgens de aanwijzingen des bovogden gemeentediens. Het college mag bovendien de gedeeltelijke of de gansche vernietiging eischen der metselwerken, en de wegneming van den grond, die doorweekt is van organieke stoffen in staat van ontbinding of hinderlijke geuren verspreidende, alsook hunne nederlegging in eene bepaalde plaats.

Gedurende de uitvoering der werken, zullen de eigenaars zich moeten gedragen naar al de voorschriften, welke het bestuur noodig oordeelt hun op te leggen in 't belang der openbare gezondheid.

Dezelfde maatregelen moeten genomen worden in geval van herstellingen of van veranderingen aan gemakputten, riolen, putten, waterputten, enz., enz.

ART. 17. In geval van herstelling of afbraak van riolen, mag het slijk, uit deze riolen voortkomende, op den openbaren weg niet gelegd worden. Indien hun tijdelijk verblijf op den openbaren weg onvermijdelijk is, zal het enkel mogen geschieden, mits de toevoeging van eene ontsaetzende stof, aan te duiden door den bovogden gemeentediens. Dit slijk moet overigens onmiddellijk weggenomen worden en nedergelegd worden in eene plaats aan te duiden door de gemeente-overheid.

ART. 18. De harde stenen moeten, vooraleer op het bouwterrein gevoerd te worden, derwijze gehouwen zijn, dat zij onmiddellijk kunnen gebruikt worden; nochtans, indien het noodig is derzelver vorm een weinig te wijzigen, moeten de werklieden, die ze zullen bewerken, in acht nemen ze te beschutten op zulke wijze, dat de stukken en scherven de voorbijgangers niet kunnen kwetsen.

Geene opkuisching, geen steenhouwen of beeldhouwwerk mogen ter plaatse uitgevoerd worden zonder de oprichting, op beide kanten van den voorgevel en op zijne gansche hoogte, van een dichtsluitende afsluiting, het stof en de afvalsels beletende zich te verspreiden op de naburige huizen of op den openbaren weg.

ART. 19. Het is verboden, 't zij van uit de hoogte, 't zij van binnen de huizen, steengruis of bouwstoffen op den openbaren weg of in de riolen te werpen.

Men zal het steengruis of de bouwstoffen met voorzorg neerlaten en opeenstapelen tegen het geboew of de afsluiting, derwijze dat men den doorgang niet belemmert; men moet ze vóór den avond weghalen.

De rijtuigen, bestemd tot het vervoer der bouwstoffen en het weghalen van den grond en het steengruis, moeten binnen den eigendom rijden; indien het niet mogelijk is er te doen binnen rijden, moet men ze gelijklopend met den eigendom plaatsen en nooit dwars over den openbaren weg.

Verlichting der werken.

ART. 20. Al de gedeelten van den openbaren weg, waar werken worden uitgevoerd, en ook die, waar men sluitingen, schutseis of stellingen heeft geplaatst, moeten behoorlijk verlicht worden, van den ondergang tot het opstann der zon, door de zorgen en ten koste van den eigenaar of den ondernemer. Het licht zal op een hoogte van hoogstens 3 meters geplaatst worden.

Onderhoud van den weg.

ART. 21. De eigenaar of ondernemer zullen gedurende het uitvoeren van het werk, den openbaren weg op de gansche lengte van den voorgevel of den afsluitingsmuur, in opbouw, in herstelling of in afbreking, in staat van reinheid moeten onderhouden.

Weggeving der afsluitingen en stellingen aan bouwstoffen.

ART. 22. Dadelijk na de voltrekking der bouwwerken of in geval van noodzakelijkheid voor de openbare diensten, zullen de afsluitingen, schutseis of stellingen moeten weggenomen worden; de gedeelten van den openbaren weg, ingenomen door werk- of stapelplaatsen, zullen aan den vrijen doorgang moeten teruggegeven worden en van alle bouwstoffen, steengruis of vuilnis gezuiverd worden. Op bevel der politie, kunnen de bouwstoffen of de afbraak, welke op den bepaalden tijd niet zouden weggehaald zijn, van ambtswegen weggevoerd worden ten koste van de eigenaars of ondernemers.

Regels der betrekking.

ART. 23. De bouwwerken zullen uitgevoerd worden volgens de voorschriften van de bouwkunst en men mag enkel bouwstoffen van goede hoedanigheid gebruiken.

Toegang der werken.

ART. 24. De eigenaars zijn verplicht op de werken, voor dewelke eene toelating der gemeenteoverheid wordt vereischt, toegang te geven aan de bedienden van gezegde overheid.

Oplegging der werken.

Wanneer door deze bedienden zal worden vastgesteld dat men, 't zij de bepalingen van het reglement, 't zij de door de gemeenteoverheid goedgekeurde plannen, 't zij de voorwaarden van de toelatingsakte niet nakomt, of dat de planken, ladders, katrollen, stellingen, koorden of ander gereedschap tot de werken bestemd, de vereischte sterkte niet hebben, zullen zij

aan den eigenaar of ondernemer dadelijk bevelen het werk te staken, of onmiddellijk het gebrekkige gereedschap of de werktuigen door andere te vervangen. Een verslag zal dadelijk aan het College van Burgemeester en Schepenen gezonden worden.

Geschiede.

In geval de eigenaar weigert gezegd bevel ten uitvoer te brengen, of indien hij in de uitvoering van dit bevel ten achteren blijft, zal het College van Burgemeester en Schepenen zulke maatregelen als naar rechte voorschrijven.

Bij geval van geschil tusschen eenen bediende van het gemeentebestuur en eenen eigenaar of ondernemer, over de bouwwerken, de bouwstoffen of het gereedschap, zal het College van Burgemeester en Schepenen beslissen.

KAPITTEL V. — Afsluiting der eigendommen langs den openbaren weg gelegen.

ART. 25. Ieder eigenaar van eenen grond palende aan den openbaren weg, is gehouden hem af te sluiten door eenen muur of door een traliewerk.

Het college van Burgemeester en Schepenen bepaalt de afmetingen der afsluitingsmuren, der traliewerken of der grondmuren in arduin, waarop deze traliewerken moeten geplaatst worden.

De bovenkant der afsluitingsmuren moet met arduin platen bedekt zijn, of met andere bouwstoffen, door het gemeentebestuur aangenomen.

Het college zal ook het plaatsen van paalwerken, als afsluiting mogen toelaten, voor gronden welke bestemd zijn om verkocht te worden.

Bij gebrek van den eigenaar, deze in den voorgeschreven tijd te plaatsen, zal ze van ambtswegen en op zijne kosten door de gemeente-overheid geplaatst worden.

KAPITTEL VI. — Van de hoogte der gebouwen.

ART. 26. Het college mag, in het belang der openbare veiligheid en der openbare gezondheid, in ieder bijzonder geval, eene hoogte vaststellen, die het ontworpen gebouw niet zal mogen overtreffen.

Hoogte der voorgevels.

In alle geval is het maximum der hoogte van de gebouwen vastgesteld als volgt :

- 1° 21 meters in de straten van 15 meters en meer ;
- 2° 18 meters in de straten van 12 tot 15 meters ;

§ 1. 1/2 maal de breedte der straten, als deze min dan 12 meters hebben. Voor de berekening van de hoogte, zal iedere fractie van meter van den openbaren weg voor een geheel meter gerekend worden.

Het College van Burgemeester en Schepenen mag grootere hoogten, dan deze hierboven vermeld, toelaten, uit hoofde van de belangrijkheid der gebouwen.

De hoogte der voorgevels zal worden genomen in het midden der gebouwen, en worden gemeten van den vloer der voetpaden tot en inbegrepen het kroonlijstwerk of de kornissen, alsmede de halfverdiepingen rechtstandig op de voorgevels gebouwd, en de vloeringkamers, de halfverdiepingen vervangende.

De breedte der openbare wegen zal gemeten worden op het vlakke gedeelte der voorgevelmuren. Wanneer eene andere straat tegenover eene voorgevel zal uitkomen, zal de breedte van den openbaren weg genomen worden van af eene veronderstelde lijn, gestrokken van den eenen hoek der straat naar den anderen.

Wanneer de twee zijden eener straat niet evenwijdig zijn, zal de hoogte der voorgevels bepaald worden door de gemiddelde breedte, die de straat hebben zal voor iederen voorgevel in het bijzonder.

Wanneer de richtingslijn eener straat zal moeten veranderd of rechtgemaakt worden, zal de hoogte der voorgevels bepaald worden volgens de toekomstige breedte der straat.

De voorgevels der hoekhuizen, die op verscheidene openbare wegen van ongelijke breedte uitkomen, mogen gebouwd worden op de hoogte aangenomen voor den breedsten weg.

De hoogte der voorgevels of van de deelen van voorgevels, achter de richtingslijn van den openbaren weg opgericht, moet geregeld worden volgens den afstand, op dewelken zij zich van de gebouwen van den anderen kant der straat bevinden.

De nu bestaande voorgevels, die hooger zijn dan het hierboven vastgesteld maximum, mogen deze hoogte behouden, indien de werken, die men er aan uitvoert, dienen tot herstellingen of veranderingen; ingeval van geheele heropbouw van het huis, zal de hoogte moeten verminderd worden.

De maximum-hoogte der binnengebouwen zal, volgens de omstandigheden, door het college van Burgemeester en Schepenen vastgesteld worden.

ART. 27. De beneden- en de bovenverdiepingen der gebouwen, tot woning dienende, zullen ten minste eene hoogte van 3 meters hebben tusschen den vloer en het plafond; de tusschenverdieping zal ten minste 2^m30, de kelders of de andere verdiepingen ten minste 2^m10 en de stallingen ten minste 3^m20 hoogte hebben.

De openingen der vensters zullen in evenredigheid moeten zijn met de hoogte der verdiepingen en de breedte der voorgevels.

KAPITTEL VII. — Over de grondvesten, de voor-, de zij-, en de scheidsmuren.

ART. 28. De grondvesten zullen met de grootste zorg en volgens den aard van den grond gemaakt worden; men zal de gewone kunstmiddelen en de meest geschikte bouwstoffen gebruiken. In alle geval zal het metselwerk der grondvesten een verslij hebben van ten minste 0^m11 langs elken kant der opgaande muren, alsook buiten den oorsprong van den voet van het gebouw.

De plantaarde, indien er bestaat aan de oppervlakte van den grond, alsook alle moeras- en loeigrond, of grond, die organische stoffen in staat van ontbinding bevat, zullen behoorlijk weggehaald worden.

De kelders zullen derwijze gemaakt worden dat zij het indringen van het water beletten.

De dikte van de muren der grondvesten, ter hoogte van den grond, zal evenredig zijn met de hoogte van de voorgevels en van den te dragen last. Nochtans zal deze dikte nooit minder dan twee en half steenen mogen zijn, voor de huizen met eene verdieping en drie steenen voor huizen van meer dan éene verdieping.

ART. 29. Geen voorgevel zal langs den openbaren weg mogen gemaakt of hermaakt worden in wanden van hout of stroo.

ART. 30. Het minimum der dikte van de gevelmuren zal als volgt volgens hunne hoogte weeten vastgesteld:

Voor huizen met eene verdieping, 0^m35;

Voor huizen met verscheidene verdiepingen, de bovenste verdieping een steen en half; de verdieping daar onder twee steenen; de andere verdiepingen en de benedenverdieping twee steenen en half.

Zij- en binnenmuren. ART. 31. De zijmuren, welke de huizen van elkander scheiden, zullen niet min dan 0^m35 dikte hebben; de binnenmuren zullen ten minste 0^m22 hebben, indien hunne hoogte eene verdieping overtreft.

De binnenmuren vervaardigd uit stelsels, die metalen banden bevatten, zullen eene mindere dikte mogen hebben.

Akers. De voor-, binnen- en scheidsmuren moeten in hunne voegen ingebonden worden en allen zonder onderscheid moeten voldoende geankerend zijn, op de vloeren en andere punten waar de drukking zich voordoet.

Fenest. ART. 32. De penanten of vensterpijlers moeten kloek genoeg zijn om hunnen last te dragen; desnoods zal het College, voor hunne oprichting, het gebruik van bijzondere bouwstoffen mogen voorschrijven, zooals bijzondere kareelen, arduin, ijzer, enz.

Ontlastingsbogen. ART. 33. Er zullen boven iedere deur en venster ontlastingsbogen gemetst worden. Desnoods zullen deze bogen op elk hunner uiteinden rusten op arduinen of ijzeren stenen, waarvan de breedte zal bepaald worden door het College van Burgemeester en Schepenen, ingevolge de afmetingen van den voorgevel.

Drempels. De drempels der deuren en vensters zullen van arduin zijn, de steunstaven der vensters moeten in ijzer zijn en stevig in den muur bij middel van gietlood gebecht worden.

Voorgesels. ART. 34. In de voorgevels zullen de middellijnen der openingen met elkander van beneden tot boven overoostenemmen. Er zal enkel uitzondering worden gemaakt voor de voorgevels waarvan de benedenverdieping een winkel is. In dit geval zullen de hoogere verdiepingen op draagbalken moeten gesteund worden.

Draagbalken. ART. 35. Deze draagbalken zullen voor breedte hebben de dikte van den muur dien ze steunen moeten; hunne hoogte en hunne samenstelling zal veranderen ingevolge de dracht en het gewicht die zij moeten dragen zonder te buigen. Voor groote drachten zal het College van Burgemeester en Schepenen het gebruik van steunbalken, kolommen of staanders in metselwerk, arduin of ijzer voorschrijven. De kolommen of de pijlers zullen op arduinen blokken of op draagsteenen in gegoten ijzer rusten.

Zijgevels. ART. 36. Op openbare kasien, plaatsen en wandelingen, alsook op straten en wegen, die meer dan 6 meters breed zijn, zullen alle zijgevels, waarin geen genoegzaam getal deuren en vensters zijn, moeten versierd worden met pilas-

ters, platte banden, uitstekende stenen, paneelen, lijsten of andere versiersels.

ART. 37. De eigenaars der gebouwen zullen gehouden zijn ^{Opzichte der} in den voorgevel, opschriften met de namen der straten of andere aanduidingen van algemeen nut te laten plaatsen.

Eenzoo zullen zij verplicht zijn tegen hunne gebouwen te laten plaatsen, gaslantaarns, draden voor electricke uurwerken, voor stedelijke telegraaf en telefoon.

KAPITTEL VIII. — Uitsprongen (1).

ART. 38. De maatregelen te nemen voor het maken der ingangen van kelders, keldergaten, drempels van deuren en treden, groote en kleine hoeksteenen, voetschrappers en afleidingsbuizen, zijn voorzien in het kapittel over de voetpaleis. (Kapittel XIX).

ART. 39. De uitsprongen, welke mogen toegestaan worden, ^{Vaste uitsprongen.} zijn de volgende:

A) Onbeweegbare uitsprongen: drempels van deuren, voetstukken die de eerste laag uitmaken, plinten en vensterdrempels, standers en welthouten van deuren en vensters, consolen, banden, balkonnen, kornissen en dakgoten.

B) Beweegbare uitsprongen: rolblindes, windschermen ^{Beweegbare uitsprongen.} uithangborden, staven der winkelvensters, lantaarns, enz.

Ieder uitsprong wordt gemeten te rekenen van den vlakken gevelmuur.

Wanneer de door de reglementen toegelaten uitsprong verschilt volgens de breedte der openbare wegen, zal de breedte gemeten worden volgens de manier voorgeschreven door artikel 26.

A. Vaste uitsprongen.

ART. 40. De vaste uitsprongen zullen de volgende afmetingen niet mogen overtreffen, tenzij door bijzondere toelating van het College en uit hoofde van het belang van het gebouw:

Voor de plinten, de grondslagen of draagsteenen der pilasters, kolommen of posten der winkelramen:

0^m12 in straten van 10^m breedte en meer;

0^m07 in straten van min dan 10^m breedte.

De onderste trede zal geen grooteren uitsprong maken dan de draagsteenen en de plinten.

(1) Zie art. 7, laatste paragraaf van dit reglement.

ART. 41. Op het gelijkvloers mag de uitsprong der vensterdempels en der lijsten niet grooter zijn dan :

- 0^m15 in straten van 10^m breedte en daarboven ;
- 0^m10 in straten van 7^m breedte tot 10^m uitsluitend ;
- 0^m07 in straten van min dan 7^m breedte.

Indien de dempels zich op eene hoogte van meer dan 2^m20 bevinden, zal het College van Burgemeester en Schepenen, ingevolge de gevallen, eene grooteren uitsprong mogen toestaan.

ART. 42. De uitsprongen der winkelramen zullen den blooten voormuur niet meer mogen te buiten gaan dan op de volgende afstanden :

- Ramen der winkelvensters en kolommen of staanders 0^m05 ;
- Kornissen van geëgde ramen en versieringen in het bovenste gedeelte der ramen gebreedhouwd (op 2^m75 ten minste van het voetpad of den grond) 0^m30
- Staven, waterpas geplaatst voor de vensters, de dikte er in begrepen 0^m12

In straten, die meer dan 10^m breed zijn en voer de winkelramen, die eene verfraaiing uitmaken, is het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd de uitsprongen der kornissen tot op 0^m40 te laten brengen.

De teekeningen, op de schaal van een tiende van de natuurlijke grootte der winkelvensters gemaakt, zullen altijd moeten in dubbel geleverd worden.

ART. 43. Wanneer men aan zekere gedeelten van het gebouw eenen meerdere uitsprong zal willen geven, moet het overschietende worden genomen binnen de richtingslijn van het eigendom, op zulke wijze, dat de bloote voormuur achteruitkome ten opzichte van de richtingslijn. De boeken van den voorgevel zullen met de aanspalende gevels verbonden worden.

ART. 44. De uitsprong der kroonlijsten zal bepaald worden door het College van Burgemeester en Schepenen in overredigheid met de uitgestrektheid der voorgevels.

Het niet uitspringend gedeelte der zuren of arduinen kroonlijsten zal de gansche dikte van het bovendeel des gevels bekleden.

ART. 45. De balkonnen mogen niet meer dan 0^m70 uitsprong hebben in straten min dan 12^m breed, en niet meer dan 0^m90 in bredere straten, maten genomen tusschen den blooten voormuur en het meest vooruitspringend punt van het balkon.

KAPITTEL XIV. — Onderhouden en vagen van schouwen.

ART. 76. De eigenaars zijn verplicht de schouwen voortdurend in goeden staat te houden.

ART. 77. Er wordt den eigenaars en den huurders opgelegd de schouwen en alle buiten, die den rook geleiden, herhaaldelijk te doen vagen ten einde de gevaren voor brand te vermijden.

Het is verboden gebruik te maken van het vuur om de schouwen en de buiten te reinigen.

De schouwen die langs binnen op gansch hunne lengte geen doorgang van ten minste 0^m60 op 0^m34 hebben, zullen enkel met de kooed gevaagd worden.

KAPITTEL XV. — Ovens, smidsen, fabrieken en werkplaatsen.

ART. 78. De smidsen, ovens en fornuizen, zullen geheel in steen, baksteen, karvelsteen of ijzer gemaakt worden. De ovens zullen maar gemaakt worden in onderaardsche plaatsen of op de benedenverdieping. Het plaatsen van smidsen of fornuizen boven de benedenverdieping zal onderworpen worden aan bijzondere voorwaarden, door het College van Burgemeester en Schepenen vast te stellen.

Alwie eene smidse, een oven of een fornuis zal doen bouwen bij eenen middelmuur of eenen anderen muur, of tegen dien muur eenen stal, een zoutmagazijn of een stapel van invretende stoffen zal maken, moet eene ruimte van minstens 0^m20 tusschen dezen muur en de ontwerpen bouwen laten. (*Burgerlijk Wetboek art. 674*)

Die tusschenruimte mag niet afgesloten worden, noch aan de uiteinden, noch van boven, opdat de lucht er vrijelijk doorgang vinde en de aanspalende muur tegen de warmte gevrijwaard weze.

De hoogte der schouwen van de ovens, smidsen, werkhuizen en stoomtuigen zal door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld worden.

ART. 79. Het is verboden hout of brandstoffen, van welken aard ook, boven de ovens of om t oven welk gedeelte der ovenplaats te leggen, ten ware men bijzondere schikkingen name die alle gevaar van brand wegnemen.

Werkplaats
en voor
werklieden.

ART. 80. De wagenmakers, kuipers, timmerlieden, rijtuig-
makers of andere bazen of werklieden, die terzelfdertijd het
hout en het ijzer of andere metalen zouden verwerken, indien
zij de twee bedrijven in hetzelfde gebouw uitoefenen, zullen
gehouden zijn er twee werkplaatsen te hebben, goed van
elkander afgescheiden door eenen muur, tenware er tusschen
de smidse en de plaats waar men het hout bewerkt of legt
een afstand bestond van minstens 10 meters.

Het is hun verboden in de werkplaats der smidse, hout,
afval van hout, stukken voor de wagenmakerij of voer het
timmerwerk te leggen; de voltooide stukken zijn daar echter
van uitgezonderd, alsook de stukken die men zou bezig zijn
met te besaan.

ART. 81. In de werkplaatsen voor timmerlieden en schrijn-
werkers zullen de fornuizen bestemd tot het smelten van lijm
maar mogen gemaakt worden onder schoorsteenmantels van
onbrandbare stoffen.

De haard zal omringd zijn door eenen muur in baksteen van
0^m25 hoogte, boven den vuurhaard, en die vuurhaard zal der-
wijze geschikt zijn dat hij gedurende de afwezigheid der
werklieden door eene sluiting in plaatijzer kunne dichtge-
maakt worden.

KAPITTEL XVI. — Putten en Regenbakken.

Putten.

ART. 82. Iedere put, bij moge in baksteen, cement of
gelijk welk andere materialen gemaakt zijn, moet cilindrisch
wezen; indien hij in baksteen is op zijne gansche hoogte,
zal het metselwerk op een houten raf rusten.

Hoogte
van putten.

ART. 83. De opening der putten binnen de woningen,
moet toegedeekt zijn bij middel van een arduinsteen of door
een valbak in gesmeed of gegoten ijzer, omlijst door een
steen of ijzeren raam, dat vast ingezet is. De putten binnen
den koer of den hof gelegen worden op dezelfde wijze
gesloten, tenzij zij omringd zijn door leuning van veldoen-
de hoogte in ijzer, arduin of in gemetselde baksteen met
steen en plaat gedekt.

Muren der
putten, enz.

ART. 84. De muren der putten en regenbakken moeten
onafhankelijk zijn van den muur, welke dient tot grondsteun
voor de gebouwen, en afgezonderd van dezen, door eene
tusschenruimte van minstens 0^m10.

Wie een put of gelijk welken regenbak doet maken bij
eene middelmuur of eenen anderen muur, moet, ten einde

hem tegen de vochtigheid of de doorzijningen te vrijwaren,
eene tegensmuur bouwen van ten minste 0^m22 dikte en op
een afstand van 0^m10.

Regen-
bakken.

ART. 85. Als de ligging der plaatsen zulks toelaat zullen
de regenbakken moeten gemaakt worden derwijze dat hun
grond hooger gelegen zij dan de welsteels der gemakken.

KAPITTEL XVII. — Rieolvertakkingen.

ART. 86. De Stad alleen bouwt de openbare riolen, zelfs
in de straten door bijzondere aangelegd.

Verzak-
kingen.

De stad maakt daarenboven de vertakkingen met de straat-
riolen, van af de rooijingslijn der gemeenschapswegen tot
aan de openbare straatriolen.

ART. 87. Alle reeds opgericht of op te richten gebouw zal
met de openbare straatriolen moeten verbonden worden door
middel van onderaardsche vertakkingen, waarvan de eene
zal behouden worden voor het keukenwater en de andere
voor het regenwater, en die zullen moeten gemaakt worden
in de hierna bepaalde voorwaarden.

Hoogte der
onderaard-
sche vertak-
kingen.

ART. 88. De grond der onderaardsche plaatsen van de
ideurwe gebouwen moet gelopl worden op eene hoogte, die
toelate eene behoorlijke rioolvertakking te maken, om het
vuil water en de uitwerpsels te laten afloopen, en die
vertakking te verbinden met de openbare riool op een punt
overeenkomende met het waterpns vastgesteld door den
dienst der openbare werken.

Voor wat de bestaande gebouwen betreft, zal, in geval van
noodzakelijkheid, de schakking voorzien door artikel 89
moeten toegepast worden.

Afloop der
riolen.

ART. 89. Voor wat de nieuwe bouwwerken betreft, alsook
de bestaande gebouwen, die heropgebouwd of veranderd
worden, zullen de daken waarop de regenwaters vallen,
alsook de cisternen der eigendommen langs den openbaren
weg gelegen, moeten geschikt zijn derwijze dat het wegloopen
der regenwaters, 't zij in de straatgoten door tusschen-
komst van afvoerbuizen, 't zij in de riolen voor regenwaters,
met behulp van daartoe bestemde vertakkingen, mogelijk
gemaakt worde.

Afvoer-
buizen.

De regenwaters voortkomende van gronden waarop reeds
gebouwen staan, zullen geleid worden naar de riool voor
regenwaters, 't zij door tusschenkomst van afvoerbuizen
in het voetpad gemetst, 't zij door eene bijzondere vertakking.

Indien de omstandigheden het vereischen, zal het College mogen ontslagingen vergunnen in de gevallen voorzien door het tegenwoordig artikel.

Verrekenbare stoffen.
ART. 90. Het is verboden langs de vertakkingen invretende stoffen, zuren, kalkwaters, nijverheidsafval of in 't algemeen alle hoedanige voortbrengsels te laten loopen, die niet rechtsreeks voortkomen van het huiselijk leven. De ontsmettingsstoffen zijn in dezen maatregel niet begrepen.

Verrekenbare stoffen.
Het College kan het leggen van vertakkingen toelaten, bestemd om industriële vloeistoffen, alsook de dampen en het water van meer dan 37e warmte te leiden naar de openbare riool voor regenwater; die toelating zal onderhevig zijn aan de voorwaarden welke het College noodig oordeelen zal.

ART. 91. Elk gebouw moet op onafhankelijke wijze met de openbare riolen in verbinding gebracht worden. Alle vereniging tusschen eene vertakking voor keukenwaters en eene vertakking voor regenwaters is streng verboden.

Bewoning, toelating en verbod der vertakkingen.
ART. 92. De bijzondere vertakkingen zijn gemaakt uit ineenaschruivende huizen van verniest keulsch aardewerk of onroestbaar gietijzer, op vasten grond gelegd of op een bed beton van 0°20 dikte, derwijze dat de basis op hare gansche lengte ruste op den bodem der uitgraving. De voegen zullen waterdicht zijn en zonder inwendige naden.

De vertakkingen moeten in rechte lijn gelegd worden en henna verbinding met de openbare riool moet gemakkelijk kunnen nagezien worden.

Hunne helling zal eenvormig wezen en van minstens 0°03 per meter.

Hun bovenkant moet zich doorgaans minstens 0°20 beneden den vloer der keldering bevinden.

Overal waar eene leidingsbuis door een muur gaat, zal men in dozen laatste een gewelf of starken band maken, tusschen den band en den muur eene ruimte latende van 0°075, met het oog op het zetten.

Men zal aan de buizen eene d'vorsnede geven overeenkomstig met de noodwendigheden; deze bestemd voor de vuile waters zullen minstens 0°100 diameter hebben.

Haken op huizen.
ART. 93. Indien de ligging der plaatsen niet toelaat de bijzondere vertakkingen onder den grond der kelderingen te leggen, mogen zij op een muurbankje gelegd worden of opgehangen met minstens twee haken per huis.

Althans, zoo het gebouw gelegen is langs eenen openbaren weg voorzien van de dubbele rioolkanalisatie, zal de eigenaar gehouden zijn er een straathevel (depotoir) aan te leggen voor de keukenwaters

ART. 58. De huizen die zich daar bevinden, zullen voorzien zijn van drinkbaar water, in genoegzame hoeveelheid voor de behoeften der inwoners. Te dien einde zijn de eigenaars gehouden regenputten te maken van eenen inhoud in evenredigheid met het huis, of een abonnement te nemen voor drinkbaar water.

Drinkbaar water.

ART. 59. De maatregelen door de artikels 53, 54 en 55 voorgeschreven, zullen binnen de twaalf maanden na de bekendmaking van de tegenwoordige verordening aan de bestaande woningen moeten toegepast worden. Na dit tijdsverloop is de Burgemeester gemachtigd de bewoning te verbieden.

Het verbod zal kunnen geheven worden, als het vastgesteld is, dat verbeteringswerken door de belanghebbenden uitgevoerd, voor gevolg zullen gehad hebben de oorzaken, die de gezondheid der gezegde huizen of woningen benadeeligen, weg te ruimen.

ART. 60. De huizen zullen van binnen in eenen staat van bestendige reinheid gehouden worden.

Reinheid der huizen.

Het is verboden binnen de huizen te bewaren :

1° Vuile waters, pis, afval of andere stoffen die van aard zijn stinkende of ongezonde uitwasemingen voort te brengen ;

2° Dieren, welke slechte geuren zouden kunnen verspreiden, of te talrijk in verhouding met de uitgestrektheid der woning.

Het is ook verboden kelders te bewonen of te laten bewonen, die niet verlucht zijn, of zolders die niet verlucht zijn of beroofd van een plafond dat van het dak verwijderd is; of ook nog verschgebouwde huizen, welke den graad van droogte niet hebben voor de gezondheid vereischt.

KAPITTEL X. — Daken.

ART. 61. Al de gebouwen, langs den openbaren weg gelegen, zullen gedekt zijn met schaliën, pannen of metaal van donkere kleur.

Daken.

Het is insgelijks verboden de hellingen van zolderkamers of zoldervensters met pannen te dekken.

Alle dekking met stroo of andere brandbare stoffen is verboden.

KAPITTEL XI. — Dakgoten en Afdelingsbuizen.

ART. 62. Ieder gebouw, oud of nieuw, langs den openbaren weg gelegen, zal voorzien zijn van dakgoten in metaal, groot genoeg om het regenwater der daken op te vangen.

ART. 63. Indien het regenwater der dakgoten niet in de woning gebracht wordt, moet het loodrecht tot op den grond geleid worden door metalen buizen, die onder het voetpad uitloopen.

Die buizen zijn vastgemaakt aan de muren der voorgevels en mogen niet meer dan 0^m12 buiten de rechthoekige uitsprongen; zij moeten in ijzer zijn van aan hun ontlasingspunt tot 2^m25 boven het waterpas van het voetpad.

KAPITTEL XII. — Beploistering der Voorgevels.

ART. 64. De voorgevels der gebouwen, alsook de afsluitingsmuren langs den openbaren weg gelegen, zullen bepleisterd of oet den regel gevoegd worden.

ART. 65. De gevels zullen gewit of geschilderd worden met bleeke verfstoffen.

KAPITTEL XIII. — Schouwen, opene vuren en kachels.

ART. 66. Al de schouwen moeten gebouwd worden derwijze de gevaren voor brand te vermijden, en gemakkelijk te kunnen onderzocht en gevangd worden.

ART. 67. Al de schouwen moeten gemaakt worden met eene basis in metselwerk, die minstens de dikte moet hebben van eenen baksteen op kant.

ART. 68. Het is verboden haarden, kachels en fornuizen te plaatsen tegen scheidsmuren, waarin hout verwerkt is, ten zij men tusschen den buitenkant van den muur, welke deze haarden omlingd, en de scheidsmuren, eene ruimte laat van 0^m20.

Het is verboden haarden of stookplaatsen op planken, ribben of balken in hout te maken.

Deze stookplaatsen zullen steunen op welfels in metselwerk, of op een geraamte of een verband van onbrandbare bouwstoffen.

Deze welfels, geraamten of verbanden zullen zich op de gansche breedte der schouw uitstrekken, de helft der dikte van de draagbeenen inbegrepen; hun uitsprong zal ten minste 1^m zijn, te beginnen van het diepste van den haard tot aan den boezem.

Iedere haard moet zijne bijzondere schouw of schouwpijp hebben op de gansche hoogte van het gebouw.

ART. 69. Het is verboden, het hout der daken en der bevoeringen te leggen op min dan 0^m23 afstand van allen binnenkant der schouwpijpen en andere haarden.

Deschouwpijpen zullen eene rechthoekige of cirkelvormige doorsnede hebben.

In het eerste geval moeten zij ten minste eene diepte hebben van 0^m22 op eene breedte in verhouding met de grootte der te verwarmen plaatsen. De hoeken zullen afgerond worden volgens een straal van ten minste 0^m08; deze schouwpijpen zullen op een mijtervormigen kop van kleinere doorsnede mogen eindigen, doch van niet minder dan 0^m14 diepte.

De rookbuizen met cirkelvormige doorsnede zullen eenen diameter hebben van ten minste 0^m22 en zullen mogen eindigen op een mijtervormig deksel van 0^m19 diameter.

In beide gevallen zullen die schouwpijpen, indien zij in metselwerk zijn, bestreken worden, zoodanig dat zij met dit eenen hoek vormen van meer dan 30 graden.

ART. 70. De hoogte der schoorsteenmondingen en pijpen boven het dak, gemeten langs den langsten kant, voor de gebouwen langs de straat en voor de achtergebouwen, zal ten minste 2^m20 zijn, als de mondingen en pijpen zullen geplaatst zijn aan het begin der hellingen van de daken; — en van 1^m, wanneer zij uitkomen op al ander punt, zonder dat de afstand van het toppunt der schouw tot aan de kornis, minder dan 2^m20 moege bedragen, en zonder dat dit toppunt zich tot meer dan 0^m60 boven den sok moege verheffen.

Nochtans zal het College van Burgemeester en Schepenen, in bijzondere gevallen hoogten van meer dan 0^m60 mogen toelaten; mits uitvoering van de door hem voorgeschreven versterkingswerken.

De schouwpijpen zullen maar uit het dak mogen komen op eenen afstand van minstens 1^m50, waterpas gemeten, te rekenen, van den buitenkant van den voorgevelmuur.

De schouwen der bijgebouwen moeten zooveel mogelijk den achtergevel van het hoofdgebouw vervoegeu, en op minstens 2^m20 boven de kornis van gezegd gebouw uitkomen.

De toegang tot het hoogste gedeelte der schouwpijpen zal moeten gemakkelijk zijn.

ART. 71. Geene schouwpijp of enig andere pijp, dienende tot leiding van rook of damp, zal op den openbaren weg mogen uitkomen.

De buizen, die door gevels langs den hof of langs den koer uitkomen, zullen moeten bezet worden met metalen platen en van alle houten voorwerpen verwijderd zijn; zij zullen gemaakt zijn uit onbrandbare stof; en de verschillende stukken waaruit ze samengesteld zijn, zullen goed moeten ineengezet zijn; de opening dezer pijpen zal zich op minstens 2^m20 boven het onderste gedeelte van het dak moeten bevinden.

ART. 72. Er mogen in de voormuren langs den openbaren weg geene schouwpijpen geplaatst worden, tenzij men ten minste 2 ½ steenen dikte geve aan de penanten, waarin de pijpen zijn gemetseld en den buitenkant van den voormuur.

Als de schoorsteenpijpen, in een gevel geplaatst, niet langs de gemeene- of scheidsmuren kunnen afgeleid worden, zoo moet op behoorlijke wijze het gedeelte, dat boven den gevel uitsteekt, met versieringen bekleed worden.

ART. 73. Men mag geen schouwen of schouwpijpen in de dikte der middelmuren maken.

Als eene schouw tegen eenen middelmuur gebouwd is, zal tegen dien muur een metselwerk gemaakt worden, dat van onder te beginnen ten minste een halven steen dik zal zijn, en in de schuimte tot op de hoogte van den schouwmantel zal klimmen.

In de middelmuren zullen de balken, welke zich tegen eenen haard bevinden, maar op de helft der breedte van de muren mogen rusten.

Wie eenen haard of eene schouw tegen een middelmuur maakt, is verplicht de balken van het aanspalend gebouw in te korten. (Burgerlijk wetboek, art 657.)

ART. 74. Er zal in den grond der open haarden eenen vloer uit onbrandbare stoffen gemaakt worden, die ten minste tot op 0^m30 buiten de opening van den haard zal uitspringen.

ART. 75. De kachelbuizen of alle andere metalen buizen, dienende tot leiding van rook, damp of warme lucht, zullen altijd, op gansch hunne hoogte, ten minste op 0^m24 afstand moeten geplaatst worden van de schutsels, waarin hout zou verwerkt zijn.

Wanneer eene buis geleid wordt door een dezer schutsels, door een houten vloer of wand, zal de doorsnede van de opening 0^m20 breeder moeten zijn dan die van de buis, derwijze dat rondom deze laatste eene tusschenruimte besta van ten minste 0^m10. Deze tusschenruimte zal mogen aangevuld worden door eenen metalen boord met openingen of eenen wollen band van metselwerk, van gebakken aarde of alle andere stof, die de warmte slecht geleidt.

Schouwpijpen in gevelmuren.

Vloer van open haarden.

De balkonnen moeten in steen gemaakt zijn en rusten op sterke ijeren of steenen draagstukken, welke als streksteen de geheele dikte van den muur beslaan en sterk ingeankerd zijn. De onderkant van den balkonsteen moet op minstens 3^m00 boven het voetpad geplaatst zijn.

De consoles mogen geen uitsprong maken op de richtingslijn op min dan 2^m50 van het vlak van het voetpad.

De balustrade van de balkonsen zullen in ijzer of arduin zijn en stevig vastgemaakt wezen.

Het bouwen van voetstreckende balkonsen zal slechts toegelaten worden op openbare plaatsen, lanen, knaaien, in de kruisstraten en in de straten van ten minste 10 meters breedte.

Nochtans in de inspringende hoeken van de openbare plaatsen of van twee straten, zullen de balkonnen moeten ophouden op twee meters van de aanspalende eigendoornen.

Voer wat de uitzichten aangaat, zal men zich moeten schikken naar de bepalingen van de artikels 678, 679 en 680 van het Burgerlijk wetboek.

ART. 46. Het College mag het oprichten van glazen kappen (marquises) toelaten op de volgende voorwaarden:

Het ribwerk moet in ijzer zijn en rusten op consoles van hetzelfde metaal, vastgeklouken en geankerd in den voor-gevel.

Deze consoles moeten geplaatst worden derwijze dat hun onderste gedeelte op eene hoogte van minstens 2^m50 van het vlak van het voetpad zij.

De hoogte van de glazen kap, onder de kornis of onder het versierings-gedeelte van den voorkant gemeten, mag niet minder zijn dan drie meters en de loodlijn van het uiteinde moet 0^m30 achter de richtingslijn van het voorland vallen.

B. Besceegbare uitsprongen.

ART. 47. De deuren van het gelijkvloers, de deuren en de windschermen van de kelderverdieping mogen niet naar buiten opengaan.

Nochtans zal de beweging der vleugels langs den kant van den openbaren weg mogen geschieden, op voorwaarde van den uitsprong der plinten niet te buiten te gaan.

Wat aangaat de deuren der kelderverdiepingen, mag het College ervan de beweging langs buiten toelaten, wannoor deze geene hindernis oplevert voor den vrijen doorgang.

Indien het watervlak voor de benedenverdiepingen aangenomen, het gebruik noodzakelijk van meer dan drie treden, zullen de overige binnen 't gebouw moeten geplaatst worden.

Uitsichten.

Markiezen.

Deuren langs buiten opengegaan.

Treden.

Luiken en windschermen. De luiken, windschermen of rolblinden, welke gemaakt zijn om tegen de vensterpanen te worden vastgelegd, moeten door ijzeren krammen worden vastgemaakt. Wanneer de twee windschermen of blinden van eenen venster, open zijnde, over elkander moeten liggen, mogen zij te zamen niet meer dan 0°12 uitsprong hebben; als zij niet over elkander moeten vouwen, mogen zij elk niet meer dan 0°06 uitsprong hebben.

Deze luiken en windschermen mogen niet aan de deuren of vensters van kelders geplaatst worden.

Uithangborden. De uithangborden, tafereelen en uitspringende beeldwerken moeten minstens 2°50 boven het voetpad of den grond vastgehecht worden, en mogen niet meer dan 0°36 uitsprong maken.

De voorwerpen, waarvan sprak in het tegenwoordig artikel, zullen in de muren vastgehecht worden bij middel van sterke ijzeren hingsels, met lood in den aardsteen vastgieten of stevig ingeankerd.

Het College van Burgemeester en Schepenen zal, volgens de plaatsen, bepalen welke uitsprong mag gegeven worden aan de opschriften, de schilden of kleine uithangborden, die min dan 2°50 boven het voetpad of den grond zullen geplaatst zijn.

Het is verboden door enig voorwerp, de opschriften, dragende den naam der straat, te verbergen, alsook de plaats voor de opschriften bestemd, tenzij zulks met de toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen geschiedt.

Lantaarnen. ART. 48. Voor de verlichting der bijzondere eigendommen, zal het gebruik van vaste lantaarnen mogen toegestaan worden; deze zullen ten minste 2°70 boven den grond moeten geplaatst worden, en 0°50 binnen de richtingslijn van het voetpad; de uitsprong zal door het College worden bepaald volgens de plaatsen.

De lantaarnen of verlichte uithangborden moeten gedurende den dag worden binnen gehaald, tenzij dat zij tegen den muur ingevouwen, maar eenen uitsprong van 0°16 hebben.

Voor de verlichting van de uitstallingen der winkels, zal men spiegellantaarnen mogen gebruiken. Deze lantaarnen zullen enkel worden geplaatst op het oogeblik, dat zij worden ontstoken, en zullen worden binnengehaald, wanneer ze worden uitgedoofd. Zij zullen nooit min dan 2 meters boven het voetpad mogen geplaatst worden.

Deze lantaarnen zullen nooit eenen uitsprong van meer dan 0°75 mogen hebben, en zullen, in alle geval, ten minste op

0°35 binnen de richtingslijn van het voetpad moeten geplaatst worden.

ART. 49. De hoogte der voorhangsels of der rolgordijnen en van hunne steunsels of toebehoorten moet 2°30 boven den grond zijn. Hun uitsprong moet 0°30 binnen de richtingslijn van het voetpad blijven.

Men mag aan de rolgordijnen een franje of een vlietend boordsel hechten van 20 centimeters breedte ten hoogste.

Tegen de winkelvensters mogen er rolgordijnen geplaatst worden, in vorm van tralieblinden; als deze tralieblinden gehecht zijn op min dan 2°50 boven het voetpad, zullen de plankkens of ramen, die het samenstellen eene breedte hebben geëvenredigd aan het tiende der breedte van het voetpad, tot op een maximum van 0°20.

ART. 50. De luiken, windschermen, rolblinden en over het algemeen, alle voorwerpen, welke uitsprong maken op den openbaren weg, zullen voortdurend door de eigenaars in goeden staat moeten gehouden worden.

C. — Algemeene schikkingen.

ART. 51. Wanneer een huis of een voorgevel wordt gebouwd of herbouwd, geheel of gedeeltelijk, zal men de uitsprongen, welke de afmetingen, door de voorgaande artikels toegelaten, te heften gaan, verminderen of vernietigen.

Al de rechten der stad zijn voorbehouden wat aangaat de bestaande uitsprongen, in tegenstrijdigheid met de besluiten van toelating gemaakt.

Het tegenwoordig reglement is insgelijks toepasselijk op de beweegbare uitsprongen, welke zullen moeten vermindert of vernietigd worden, bij 't verloop van den tijd, die bij besluit van den gemeenteraad zal worden vastgesteld.

ART. 52. Het College van Burgemeester en Schepenen mag grootere uitsprongen toelaten dan deze door het reglement veroorloofd, maar alleenlijk voor de openbare gebouwen en monumenten, alsook voor de gebouwen met een bouwkunstig voorkomen.

Voor elke uitsprong, kolom of pilaster en allerlei uitsprongen, door het tegenwoordig kapittel niet voorzien, is eene bijzondere toelating van wegens het Schepencollege noodig.

KAPITEL IX. — Van de woningen en hun onderhoud.

ART. 53. De woningen die langs den openbaren weg gebouwd worden, zullen, in de nieuwe straten, van groote of kleine achterplaatsen moeten gevolgd zijn. Voor zooveel de

gronden het toelaten, wordt hetzelfde vereischt voor die woningen, welke zullen herbouwd of aanmerkelijk gewijzigd worden in de oude straten.

De uitgestrektheid der achterplaatsen zal in verhouding zijn met de bebouwde oppervlakte. Die uitgestrektheid zal door het Schepencollege bepaald worden volgens de omstandigheden; zij mag niet kleiner wezen dan 18' van den grond waarop zich het gebouw verhoft.

Wanneer, in geval van heropbouw of wijziging van een onroerend goed, reeds bestaande vóór het in voege brengen der tegenwoordige verordening, er zal vastgesteld worden, dat het onmogelijk is dit voorschrift in acht te nemen, zal het College, uit reden van buitengewone omstandigheden, eene koeroppervlakte mogen toelaten, kleiner dan 18' der oppervlakte van den grond.

Wanneer de gebouwen moeten gemaakt worden op den hoek van twee straten, zal het College, als de schikking van den grond het vereischt, mogen toelaten geene achterplaats te maken.

In geen geval zal het minimum der oppervlakte voor de achterplaatsen, zooals die door het College is vastgesteld geweest, later mogen verminderd worden ten gevolge van nieuwe bouwing of van overdracht van eigendom.

Verlichting. ART. 54. De woningen zullen behoorlijk verlicht worden, op kelders gebouwd, met niet gevaarlijke trappen, en van zolders voorzien zijn. De gangen in de gebouwen die er te zitten zullen, evenals de zolders goed verlicht zijn.

Het College zal, voor elk bijzonder geval, na onderzoek en op voorstel van de gezondheidscommissie, het tijdstip vaststellen, waarop de nieuwgebouwde of aanmerkelijke gewijzigde woningen, zullen mogen betrokken worden.

Kubiek per woonruimte. ART. 55. Het is verboden in een vertrek meer personen te huisvesten dan de kubieke inhoud het toelaat. Voor ieder persoon wordt een minimum van 18 kubieke meters vereischt.

Woonplaatsen. ART. 56. De woonplaatsen zullen van eene planken of steenen vloer voorzien zijn, alsmede van schoorsteen of schoorsteenpijpen en van openslaande vensters.

Bevoering of kassering. ART. 57. De bestaande gangen, doorgangen of straatjes zonder uitgang, zullen op gansch hunne uitgestrektheid moeten gevloerd of gekasseid worden, volgens goed geregelde hellingen en met straatgoten, derwijze geschikt dat de afloop, 't zij naar de rioolmondingen, 't zij naar de straatgoten van den openbaren weg, verzekerd zij voor wat den afloop van regenwaters betreft.

Openingen voor het onderzoeken en reinigen zullen gemaakt worden op de uiteinden en op de plaatsen waar de richting verandert.

ART. 94. De huisvertakking, bestemd voor het afloopen ^{Verlichtingsbuizen.} der vuile waters, moet, aan hare twee uiteinden, voorzien zijn van verlichtingsbuizen, hebbende eenediameter voldoende om den vrijen doorgang der lucht te verzekeren, niet alleen in de buizen boven den grond, maar ook in gansch het gedeelte dat zich onder 't gebouw of onder den grond van den koer bevindt.

Alle opening, toegang voortlopende tot de huisvertakking en die niet tot de verluchting of tot het onderzoek bestemd is, moet voorzien zijn van eene behoorlijken luchtafsnijder. ^{Luchtafsnijder.}

ART. 95. Geen rioolgat met siphon in rechtstreeksch verband met de riool mag binnen het huis geplaatst worden in eene steenen of planken bevoering.

ART. 96. De huisvertakkingen en de voegen tusschen deze laatste en de ontlastingsbuizen binnen het huis mogen niet bedekt worden vooraleer nagezien te zijn geweest en onderworpen aan de technische beproevingen, om hunne goede werking vast te stellen. Deze beproevingen zullen toevtrouwd worden aan eenen bevoegden agent door het Bestuur aangewezen.

ART. 97. De valbuizen der gemakken, der pisbakken en ^{Valbuizen.} deze der potten, waarin de drekstoffen opgevangen worden, moeten onwegvreesbaar zijn door de stoffen die er door loopen; zij moeten eene volkomen gladde binnenvlakte hebben, weinig voegen vertoonen, waterdicht zijn en geene naden hebben.

Zij zullen eene binnendoorsnede hebben van minstens 0°08 tot 0°10 en rechtstreeks in gemeenschap zijn met de huisriool, zonder tusschenplaatsing van luchtafsnijders.

Men zal ze rechttop verlengen tot boven het dak zonder vermindering van doorsnede en zooveel mogelijk zonder hoek of bocht, op eene hoogte en op eene plaats die den uitgang der behorven lucht verzekeren.

De verlenging te rekenen van het hoogst geplaatst gemak mag in buizen van gletijzer gemaakt worden met loodlicht dichtgezet.

Het bovenste uiteinde der valbuizen moet minstens op 2 meters afstand zijn van alle gewone vensters, vliering- of dakvensters, luchtgat of schouw tot eene bewoonbare kamer behoorende.

Zij zullen stevig aan den muur vastgehecht worden met tusschenruimten van hoogstens 1°50 en beneden een voetstuk hebben, rustende op eenen stevigen grondsteen.

Wegvoering der vuile wateren ART. 98. Afzonderlijke buizen in lood of in onroestbaar gietijzer, zooveel mogelijk rechtstandig, moeten behouden worden voor de wegvoering der vuile waters.

De loodrechte buizen zullen aan den naasten muur vastgehecht zijn met tusschenruimten van hoogstens 1°50 voor de rechtstandige deelen, en 0°50 voor de andere deelen; zij zullen aan hunnen voet eene zuil hebben rustende op eenen stevigen grondsteen.

De buizen tot de afvloeiing van vuil water of van het overvolle water der watersteenen, stortbakken, bekkens, schalen, waschtafels of badkuipen, mogen niet in verbinding gebracht worden met eene valbuis voor gemakken. Men zal ze door eenen buitenmuur van het gebouw mogen leiden en ze in de open lucht langs den hof doen uitmonden boven of onder den rooster van eene monding van bevelschtigen vorm.

Overvolle van Regenputten. ART. 99. De buizen, bestemd ter ontlasting der regenwaters, deze der regenbakken of van het overvolle der veraarbakken, alsook degene tot de wegvoering der waters, opgevangen door de terrassen der badkuipen en der water-closets, mogen niet in rechtstreeksche gemeenschap gebracht worden met eene riool of eene valbuis waarin drekstoffen ontvangen worden.

Een lochtsnijder met trekbus zal tusschen de huisvertakking en het overvolle van eiken regenput geplaatst worden. De andere buizen vermeld in de eerste alinea zullen rechtstreeks door een buitenmuur van het gebouw geleid worden en zullen vrij uitloopen ter hoogte van het gelijkvloers op 0°10 van het buitenvlak boven eenen daartoe bestemde greppel.

Verbinding der afvoerputten. ART. 100. Wanneer eene afvoerbuis van het vuil water in verbinding is met een enkel gezondheidsstoestel, mag men er zich bij bepalen met deze buis te verluchten onmiddellijk beneden den siphon onder dit toestel geplaatst. Doch wanneer boven elkander geplaatste gezondheidsstoestellen op eene zelfde afvoerbuis aangebracht zijn, moet deze rechtstandig verlengd worden tot boven het dak zooals in artikel 97 gezegd is.

ART. 101. Het is verboden in de muren valbuizen voor water-closets te metselen; de ruiming of afvoerbuizen voor het overtollige water der gootsteenen, stortbakken, bekkens,

schalen, lavabo's of badkuipen, mogen ook niet in den muur gemaakt worden. Al de leidingsbuizen moeten gemakkelijk toegankelijk zijn. Hetzelfde voorschrift is toepasselijk op de verluchtingsbuizen dezer buizen en op de buizen bestemd voor de ontlasting der regenwaters.

Wanneer het noodig is van eene looden buis door eenen muur te leggen, tot welk gebruik ook, moet zij beschermd worden door eene huis in gegoten ijzer.

ART. 102. De verbinding der huisriolen met de openbare riolen, zoowel voor de keukenwaters als voor de regenwaters, en dit zoowel voor de nieuwe of gewijzigde kanalisaties als voor de oude kanalisatie, zal uitgevoerd worden, te beginnen van de grens van den bijzonderen eigendom tot aan de openbare riolen, door de zorgen van het Gemeentebestuur en op kosten van den eigenaar.

ART. 103. Het bouwen, het onderhouden, het reinigen en het herstellen der rioolvertakkingen van de eigendommen, evenals hunne gedeeltelijke of geheele vernieuwing, die noodig zouden geoordeeld worden, zullen gedaan worden aan den prijs en in de voorwaarden van de tarief-verordening door den Gemeenteraad vast te stellen.

ART. 104. De stad behoudt zich in alle gevallen het recht om de vernietiging te bevelen van gezegde vertakkingen en om de plaatsen te herstellen in hunnen oorspronkelijken staat, ten koste van den eigenaar.

KAPITTEL XVIII. — Beerputten, gemakken, zinkputten, enz.

A. Wijken waar het dubbel rioolnet is gelegd.

ART. 105. Geene beerputten mogen gemaakt worden in de wijken voorzien van riolen behoorende tot het scheidingsstelsel, tenzij, — uit redden van de ligging des gebouws, van dezelve verwijdering van den openbaren weg, van het gebrek aan heiling of andere omstandigheden, — de verbinding met de openbare riool niet in goede voorwaarden geschieden kan. Dezelfde onmogelijkheid zal zich moeten voordoen, opdat eene huisriool in gemeenschap moge gebracht worden met eenen beerput of om er zijn inhoud in te ontlasten.

In geen geval zullen er mogen zinkputten of zuigputten gemaakt worden. Al de de bestaande zinkputten zullen onmiddellijk gedempt worden.

ART. 106. In de straten, waar eene openbare riool zal aangelegd worden voor het wegvoeren der drekstoffen, zullen de vaste beerputten afhingende van de aanpalende gebouwen, moeten gedempt worden binnen het tijdverloop door het Schepencollege vast te stellen.

Ongemakken van beerputten.

ART. 107. Vooral eer een vasten beerput te dempen, moet de eigenaar denzelven volkomen ruimen en 48 uren op voorhand het College van Burgemeester en Schepenen verwittigen, van den dag waarop het werk zal aanvangen, ten einde toe te laten de uitvoering van dit werk te doen nazien.

De materialen voortkomende van de afbraak der beerputten mogen voor geene andere bouwingen benuttigd worden.

B) Wijken waar het dubbel rioolnet niet bestaat.

Ongemakken.

ART. 108. Alle gebouw, dienende tot woning, zal van gemakken voorzien zijn, en, in de straten, waar het dubbel rioolnet niet bestaat, van eenen put waarin de drekstoffen worden opgevangen. Het maken van gemakken, gemeen aan verscheidene woningen, mag maar worden toegelaten in gevallen van dringende noodzakelijkheid, en na uitdrukkelijke machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.

Aanpakken.

Elk gebouw of gedeelte van gebouw, bestemd tot de huisvesting van dieren, zal voorzien zijn van eenen alput.

Plan van gemakken en beerputten.

ART. 109. Het plan in dubbel opgemaakt, van de te bouwen of te herstellen gemakken en beerputten, zal aan de goedkeuring van het College onderworpen worden.

Plan van beer- en alputten.

ART. 110. Men zal geen enkelen beer- of alput mogen delven, elders dan op den koer, in den hof of in andere onoverdekte plaatsen, of, bij gebrek daaraan, onder den grond van zekere vertrekken, die met de buitenlucht in onmiddellijke gemeenschap staan, en ruim genoeg zijn om het nazicht en de reiniging der putten zonder gevaar toe te laten.

Muren der beer- en alputten.

ART. 111. De muren der beer- en alputten moeten onafhankelijk zijn van de muren dienende tot grondvesting aan de gebouwen, en van deze door eene tusschenruimte van minstens 0°10 verwijderd zijn.

Dikte der muren.

ART. 112. Al wie, om het even welken put doet graven bij eenen middelmuur of eenen anderen muur, moet, ten einde hem tegen de vochtigheid en de doorzigtig te vrijwaren, eenen tegenaanbouw van ten minste 0°22 dikte en op 0°10 van den muur af.

ART. 113. Tusschen eenen regentak en eenen beer- of alput moet men eenen afstand laten van minstens 2 meters, om de doorzigtig te voorkomen.

Alputten beerputten en regentakken.

Inhoud der putten.

ART. 114. De beerputten zullen ten minste 6 kubieke meters inhoud moeten hebben; zij zullen gedekt zijn met een gewelf van minstens 0°22 dikte. De muren en de grondmuur der putten zullen minstens 0°34 dikte hebben. Tegen de binnenwanden en op den grond der beerputten zal een bekleedsel gemaakt worden in boomschen baksteen, overkant geplaatst, met trass- of cementmortel gemetseld, en bestreken met eene laag van denzelfden mortel op drie centimeters dikte. De putten zullen voorzien zijn van eene tochtschouw en van eenen lechtafsluider.

Het ruimgat der putten, die langs boven 50 centimeters diameter zal hebben, zal zooveel mogelijk in 't midden van het gewelf geplaatst worden. Het zal dicht gesloten worden bij middel van een arduinsteen met kleesleeg toegevoegd of van een deksel in gietijzer.

Valbuizen van beerputten.

ART. 115. Voor de beerputten zullen de valbuizen in ijzer, in zandsteen of in al andere stof, waarvan het gebruik door het gemeentebestuur toegelaten is, gemaakt worden; zij zullen zooveel mogelijk eene loodrechte richting hebben.

't Zij de beerputten zich binnen of buiten de gebouwen bevinden, de valbuizen zullen op ten minste 28 centimeters afstand van de middelmuur moeten geplaatst worden. Nochtans, indien de omstandigheden het vereischen, zal het College van Burgemeester en Schepenen de afschaffing van dezen afstand mogen toelaten.

Deze toelating zal maar gegeven worden op de uitdrukkelijke aanvraag van den eigenaar en onder zijne verantwoordelijkheid.

ART. 116. De gemakken zullen op de open hecht moeten uitgeven door middel van eene deur of een venster, en zullen derwijze moeten geplaatst worden dat zij de gezondheid in niets blootstellen. De grond nasselijk zal moeten ondoordringbaar zijn en voortdurend zuiver gehouden worden.

Nieuw daken putten.

ART. 117. De beer- en alputten, waarvan de waters 't zij door de muren, 't zij door den grond zouden zijgen, of waarvan de toestand van aard zou wezen de openbare gezondheid in gevaar te brengen, zullen onoverwijd moeten hersteld of gewijzigd worden. Indien eenvoudige herstellingen of veranderingen onvoldoende zijn om de ongemakken te doen verdwijnen, en alle gevaar af te weren, zullen de putten afge-

schaf en hermaakt worden volgens de voorschriften van de tegenwoordige verordening.

Kolering. ART. 118. Vooraleer eenen put te dempen, zal men dezen tot op den grond ledigen en volkomen reinigen.

ART. 119. Het is verboden in de beer- en andere putten vreemde stoffen te werpen, zooals : asch, stroo, schavelingen, afval van visch of al ander vast lichaam van aard de uithaling der drekstoffen te verhinderen.

Werken aan putten. ART. 120. De werklieden gelast met het reinigen, ledigen of herstellen van eenen beerput, mogen er niet indringen dan nadat deszelfs eigenaar of de ondernemer, die ze gebruikt, zich zal verzekerd hebben, dat zij er geen gevaar loopen.

In alle geval zal men, binst gansch den duur van het werk, zooveel werklieden buiten den put voorbehouden als er binnen zijn.

Ieder werkmán, in den put aan den arbeid, zal voorzien zijn van eenen gordel, aan denwelken eene koord of een lederen riem zal vastgemaakt zijn, voortdurend door eenen werkmán van buiten vastgehouden.

Zoo zich een ongeval voordoet, moeten de werken onmiddellijk gestaakt worden, en eene verklaring zal deszelfden dag nog gedaan worden aan de politie. Het werk zal maar mogen hernomen worden met de toestemming van het gemeentebestuur en zelfs inachtneming der voorzorgen die het zal opleggen.

KAPITTEL XIX. — Voetpaden.

Voetpaden. ART. 121. De toelating om gelijk welk gebouw langs den openbaren weg te bouwen of te herbouwen of eenen omheiningmuur langs denzelfden te maken, eenen voorgevel te veranderen of te herstellen (1) zal maar gegeven worden op

(1) *Het Verdrag der Commissie van openbare werken, in dagteekening van 5 Juli 1868 bepaalt als volgt hetgeen men moet verstaan door verandering of herstelling van eenen voorgevel :*

- Ter gelegenheid van het onderzoek van artikel 121 is de vraag gesteld geweest om te weten wat men moet verstaan door verandering of herstelling van eenen voorgevel. Uwe Commissie heeft oepnlijk aangenomen dat eene verandering zooaakelijk eene wijziging van het uitzicht en van de bestaande lijnen, voor gevolg heeft. Vervanging van venster ramen, zonder vermeerdering der vensteropeningen in hoogte of breedte, wordt niet als verandering aanzien. Herpleistering van eenen voorgevel, met behoud van al de openingen in hante oorspronkelijke grootte, is geen herstelling, die het verzuimen van het voetpad na zich sleept. Doch als er eene wezenlijke verandering is het een of ander doper gedeeltes aangebrecht wordt, wordt de taks op de voetpaden eischbaar.

Getrokken uit de hervervolgging van den Gemeenteraad van 11 Juli 1868.

voorwaarde langsheen de gebouwen of muren, voetpaden te leggen overeenkomstig de voorschriften van het tegenwoordig reglement en van de taksverordening op de voetpaden.

ART. 122. De eigenaars, aan wie de toelating gegeven is van voetpaden te leggen, mogen uit die toelating van het gemeentebestuur geen enkel recht van eigendoms-concessie of dienstbaarheid op den openbaren weg afleiden. *Eigendom.*

ART. 123. Het Schepencollege zal de straten der stad aanduiden waar de voetpaden zullen gelegd, voleind of vernieuwd worden, en het zal de werken bepalen die zullen moeten uitgevoerd worden.

ART. 124. De ingangen van keiders zullen huane openingen in de voetpaden niet mogen hebben. *Kolering-ingen.*

De bestaande keideringen zullen, bij gedoogzaamheid, voorloopig behouden worden; niettemin zullen de eigenaars gehouden zijn, zooveel mogelijk, den openbaren weg vrij te laten en de ingangdeuren op zulke wijze te maken dat het plat gedeelte open ligge met het overige van het voetpad. Dit gedeelte zal in gietijzer gemaakt worden volgens het model door het Gemeentebestuur aangenomen en ten burele van openbare werken berustende.

De ramen zullen in ardsin der groeven van Ecaussines, van Maffes of van de Oortbe gemaakt worden, en desnoods onder elkander verbonden zijn door ijzeren haken; deze ramen zullen eene hoogte en eene dikte van 20 centimeters hebben. De doelmijzers zullen aan het raam vastgemaakt worden zonder den minsten uitsproeg te hebben.

De trappen bestaande trappen zullen, bij gedoogzaamheid, tijdelijk behouden worden; nochtans, indien zulks noodig is, zullen zij ten koste der eigenaars in getal en in grootte verminderd worden, om zooveel mogelijk den openbaren weg vrij te maken, en dit in overeenkomst met de bevelen welke te dien einde door het College zullen gegeven worden. De uiteinden derzelve zullen afgerond worden.

ART. 125. De breedte, de hoogte en de helling der voetpaden zullen door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld, en op de rechtlijnigheidsplannen der wegen of op afzonderlijke plannen, welke in het burele van openbare werken berusten, aangeduid worden. *Vann der voetpaden.*

De soort, de afmetingen, de modellen der bouwstoffen, gebruikt tot het leggen der voetpaden, zullen insgelijks door het Schepencollege vastgesteld worden. De voetpaden in

andere bouwstoffen gemaakt, zullen moeten herlegd worden volgens het aangenomen voorbeeld of type.

Breedte der voetpaden.

Men zal, voor elke straat, de breedte van den weg en van de voetpaden vaststellen, met eerst de rechte of gebroekene lijn, die de as van de straat uitmaakt, te bepalen; daarna met langs beide kanten van die aslijn, op gelijken afstand, evenwijdige lijnen te trekken; de ruimte begrepen tusschen deze evenwijdige lijnen en de hulzen zal door de voetpaden ingenomen worden.

ART. 127. De lijnen der voetpaden zullen door geene uitsprongen of infrekkingen onderbroken worden.

Daar waar twee voetpaden elkaar ontmoeten zal het punt van den hoek afgerond worden. Te dien einde zal er een cirkelsegment, rakende aan de twee borduringen, getrokken worden met een straal gelijk aan de gemiddelde breedte van de twee voetpaden.

Al men een voetpad zal verbreedden zonder terzelfder tijd het aangrenzende te verbreedden, zal men ze voorloopig aan elkaar verbinden met den tweeden schuins naar den eersten te verlengen.

Waterpas der voetpaden.

ART. 128. De voetpaden elker straat zullen een gelijkvormig waterpas hebben. Hunne hoogte, gemeten van op den grond der aanspalende goot, zal van 12 tot 15 centimeters bedragen.

ART. 129. Het dwarslopend plan van het voetpad zal naar de huizen rijzen in evenredigheid van 2 centimeters per meter; in de hellende straten zal het voldoende zijn eene helling te geven van 1 centimeter per meter.

ART. 130. Het overlangsche plan zal door de helling van de goot bepaald worden.

Daar waar er koetspoorten zijn, zal de borduring onderbroken worden, de uiteinden zullen behoorlijk verlaagd worden en het voetpad zal lichtjes naar de goot afbellen.

Al de hellingen zullen gelijkvormig moeten zijn, zonder uitsprongen van welken aard ook, en zoodanig aangelegd dat dit gedeelte volkomen met het overige van het voetpad verbonden zij.

Afloop der water op de voetpaden.

ART. 131. Geene riool, geene goot mag hare ontlasting op het voetpad hebben; geen greppel mag in de oppervlakte van het voetpad gemaakt worden.

Het regenwater zal rijzen afloop in de riool of in den regenbak moeten hebben, overeenkomstig de bepalingen van art. 62 van het tegenwoordig reglement.

ART. 132. In de steegen en straatjes zonder uitgang, waar geen voetpad is, zal de weg in 't midden gesplitst zijn; de goot en de mondingen der riolen zullen er het midden van den openbaren weg beslaan.

ART. 133. De keldergaten zullen op het voetpad niet meer dan 15 centimeters mozen uitkomen; zij zullen moeten gedekt zijn met een traliewerk in geïeten ijzer, gelijkvormig aan het aangenomen model, ten barende der openbare werken berustende. Dit traliewerk zal moeten gevestigd zijn in een raam van arduinsteen van Ecassannes, van de Ourthe of van Maffes, en 20 centimeters hoogte en dikte hebbende.

De steenen zullen door middel van een ijzeren kramwerk vergaferd worden, en op hetzelfde waterpas als het voetpad liggen.

ART. 134. De voetschrabbers zullen in den gevelmuur geplaatst worden en mogen op het voetpad niet uitspringen.

ART. 135. Behalve hetgeen rou kunnen beslist worden voor wat de kandelabers betreft, zullen er noch staken, noch afsluitingen in traliewerk in de borduursteeenen mogen geplaatst worden, of op de voetpaden uitspringen.

ART. 136. De trappen aan den ingang der huizen zullen in de dikte der muren moeten gewerkt worden; de buitenste trede, waarvan de uiteinden zullen afgerond worden, zal een uitsprong van 12 centimeters mogen hebben.

ART. 137. Het zal den inwoners toegelaten zijn, nadat zij daarvoor machtiging van het College gevraagd en bekomen hebben, onder de voetpaden koolhokken of andere hokken, met uitzondering van beerpotten te maken.

Trappen.

Koolhokken, enz. onder voetpaden.

Deze toestemming mag enkel voorloopig en onder de volgende voorwaarden verleend worden :

1° Van op den openbaren weg geene andere teekens der onderaardsche bouwing te vertoonen dan de noodige opening om er gebruik van te maken;

Deze opening zal gedekt worden met eene plaat in gietijzer, zonder ring, gevat in een arduinen raam, zonder uitsprong, gelijkvormig aan het model ten barende van openbare werken berustende.

2° Van jaarlijks den titel van gebruik en eigendoms-erkenning te betalen een taks per vierkanten meter van den gebruikten grond, taks bepaald volgens een tarief door het Gemeentebestuur vast te stellen.

3° Van zich te gedragen, voor hetgeen het bouwen betreft, naar al wat het Schepencollege zal voorschrijven.

Ieder eigenaar, die zulkdanige toestemming bekomt, zal gehouden zijn een bewijsstuk te teekenen, waarin de rechten der stad erkend worden. Dit bewijsstuk zal bij elke eigendomsverandering vernieuwd worden.

KAPITTEL XX. — Gebouwen die dreigen tot puin te storten.

Bewerfde gebouwen. ART. 138. Als een gebouw, een omheiningmuur of ieder ander bouwwerk dreigt tot puin te storten, doet de Burgemeester er de staat van vaststellen door eenen der beampten gelast met het toezicht der bouwwerken, bijgestaan door eenen politiecommissaris. Een proces-verbaal door hen over dien staat opgemaakt, wordt medegedeeld aan den Burgemeester, die er dadelijk kennis aan den eigenaar van geeft.

ART. 139. Indien het gevaar dreigend bevonden wordt, zal de Burgemeester aan den eigenaar bevel geven overwijd de gebouwen die tot puin dreigen te storten af te breken.

In geval van weigering of van uitstel in het uitvoeren van dit bevel doet de Burgemeester gezigde gebouwen ten koste van den eigenaar herstellen of afbreken.

Indien het gevaar niet onmiddellijk het nemen van maatregelen vereischt, wordt de staat der plaatsen aan den eigenaar bekend gemaakt, met bevel van de gebouwen binnen den bepaalden tijd af te breken, te herstellen of voorloopig te onderschragen.

De eigenaar die binnen den vastgestelden tijd de werken niet zal begonnen of voltrokken hebben, zal voor de rechtbanken gedaagd worden.

Bij afwezigheid van den eigenaar zullen de herstellings- of afbrekingswerken ambtshalve en ten zijnen koste, op bevel van den Burgemeester uitgevoerd worden.

Gevallen van afmaak. ART. 140. Een gebouw, een omheiningmuur of elk ander bouwwerk, langs den openbaren weg gelegen zal afgebroken worden :

- 1° Als de grondvesten slecht zijn;
- 2° Als een of meer drachtpijlers, een of meer penanten of rechtstandige pijlers in slechten staat zijn;
- 3° Als de voorgevel meer dan op de helft zijner dikte

voorover hangt, welke ook de staat weze der drachtpijlers, der penanten of der rechtstandige pijlers;

4° Als de voorgevel diepe scheuringen heeft;

5° Als deze door het zwaaien der bovenverdielingen overbeld en dat hij langs den overkant eene overbelling vertoont gelijk aan die langs den kant van den openbaren weg;

6° Als er eene welving is gelijk aan de overbelling in het onderste gedeelte van den voorgevel;

7° Eindelijk in al de andere gevallen, dat een gebouw of een sluitingsmuur zal dreigen in te storten uit oorzaak van verval, mismaking, gebrek aan onderhoud of al andere oorzaak.

KAPITTEL XXI. — Overtredingen en Straffen.

ART. 141. De overtredingen der schikkingen van de tegenwoordige verordening zullen vastgesteld worden door proces-verbaal of door verslagen der politieoverheid, der bevoegde ambtenaars of door alle andere wettelijke middelen; en dit terzelfdertijd ten laste van de eigenaars of huurders, bouwmeesters, aannemers, metserslazen of al andere personen welaast met het bestuur of de uitvoering der werken. De overtreding zal gestraft worden met boeten van enk-le politie, daarenboven met de staking van het werk, die door het College kan uitgesproken worden.

ART. 145. Boven de boete in het voorgaand artikel vermeld, zal de rechtbank, in voorkomend geval, en op eisch, 't zij van het openbaar ministerie, 't zij van het Gemeentebestuur, burgerlijke partij, de herstelling der plaats in haren oorspronkelijken staat uitspreken, door het afbreken, het vernietigen of het weghalen der onwettiglijk uitgevoerde werken alles ten koste der overtreders.

KAPITTEL XXII. — Eindschikkingen.

ART. 146. Het tegenwoordig reglement schaft alle andere voorafgaande tegenstrijdige schikkingen af.

ART. 147. Het zal, voor zooveel noodig is, aan de goedkeuring der bevoegde overheid onderworpen worden.

ART. 148. Het zal afgekondigd en aangeplakt worden naar eisch van de wet, en verplichtend zijn vijf dagen na afkondiging, die er in beide talen zal van gedaan geweest zijn.

Afschriften ervan zullen gecodeerd worden naar de Bestendige Deputatie van den provincialen Raad en naar de greffie's der rechtbanken van eersten aanleg en van enkele police.

Vastgesteld door den Gemeenteraad van Oostende, in openbare zitting van 14 Juli 1908.

VOOR DEN RAAD :

De Burgemeester-Voorzitter,

De Gemeente-Secretaris,

Fr. THONÉ

PIETERS

BLADWIJZER

KAP.		Bladzijden.
I	Openbare wegen	3
II	Rechtlijning	3
III	Machtigingen	4
IV	Werken-Verzekeringsmaatregelen	7
V	Afsluitingen der eigendommen langs den openbaren weg	11
VI	Hoogte der gebouwen	11
VII	Grondvestingsmuren, voormuren, gevel- en scheidsmuren	13
VIII	Uitsproongen	15
IX	Woningen en hun onderhoud	19
X	Daken	21
XI	Goten en afleidingsbuizen	21
XII	Bestrijking der voormuren	22
XII	Schouwen, opene haarden en kachels	22
XIV	Onderhoud en vagen der schoorsteenen	25
XV	Ovens, smilsen, fabrieken en werkplaatsen	25
XVI	Putten en regentakken	26
XVII	Rioolvertakkingen	27
XVIII	Alpuiten, gemakken, zinkputten, enz	31
XIX	Voetpaden	34
XX	Gebouwen die dreigen tot pain te storten	37
XXI	Overtredingen en boeten	38
XXII	Eindschikkingen	39

BIJVOEGSEL

Formule voor aanvraag van machtiging tot bouwen of herbouwen.

*De ondergeteekende (1) _____ wonende te _____,
_____ straat, N^o _____ eigenaar van den grond, onroerend goed) gelegen (2) _____ straat,
bekend bij 't kadaster : te Oostende _____ Sectie _____ N^o _____
verklaart de machtiging aan te vragen tot (3) _____*

*op gezegden grond of gezegd onroerend goed.
Hij voegt bij de tegenwoordige aanvraag de volgende plannen (4) _____*

De te gebruiken bouwmaterialen zijn : _____

De ondergeteekende verbindt zich te storten op eerste aanvraag, in de handen van den gemeenteschouwer, de rechten en taksen, die van hem later zullen geëischt worden.

Te _____, den _____ 19 _____

(HANDTEKENING)

- (1) Naam en voornamen.
(2) De ligging van den grond waarop men wil bouwen of van den eigendom dien men wil veranderen juist opgeven.
(3) Den aard van het werk juist opgeven.
(4) Voor de bij te voegen plannen zie art. 7, 42, 109.

THE HISTORY OF THE

ROYAL SOCIETY OF LONDON

FROM ITS FIRST INSTITUTION

TO THE PRESENT TIME

BY JOHN VAUGHAN

ESQ; OF GREAT BRITAIN

AND OF GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

AND GREAT BRITAIN

